

CPAM du Finistère  
1, Rue de Savoie  
29282 BREST Cedex



**l'Assurance  
Maladie**

Finistère

MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES  
SITES DE LA CPAM FINISTERE

*CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES*

***CCTP MAINTENANCE***

## SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ .....	5
1.1	DEFINITION DE L'OBJET DU MARCHÉ .....	5
1.2	DESIGNATION DES APPAREILS .....	6
1.3	OBLIGATIONS DE RESULTATS .....	6
1.4	DEBUT DE MARCHÉ (1 OCTOBRE 2025) .....	6
1.5	FIN DE MARCHÉ .....	7
ARTICLE 2.	GENERALITES .....	8
2.1	DOCUMENTATIONS .....	8
2.2	RESPONSABLE DU MARCHÉ .....	8
2.3	CONDITIONS .....	8
2.4	SOUS-TRAITANCE .....	9
2.5	CONDITIONS .....	9
ARTICLE 3.	DUREE DU MARCHÉ .....	10
ARTICLE 4.	OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....	10
4.1	DEFINITION DES PRESTATIONS .....	10
a)	Nature des prestations sur les ascenseurs .....	10
b)	Nature des prestations sur le monte-charge non accompagné .....	10
c)	Nature des prestations Autres Appareils (Monte-charge, Plateforme PMR, Élévateur, etc.) .....	10
4.2	MAINTENANCE .....	11
a)	Ascenseurs .....	11
b)	Monte-charge Non-accompagné .....	12
c)	Autres appareils (Monte-charge, Plateforme PMR, Élévateur, etc.) .....	13
d)	Dispositions communes .....	14
4.3	REPARATIONS OU REMPLACEMENT DES PIECES COMPRIS DANS LE MARCHÉ .....	15
a)	Réparation ou remplacement minimales des pièces des installations d'ascenseurs .....	15
b)	Réparation ou remplacement des pièces importantes des installations d'ascenseurs, Monte-charge Non-accompagné et autres appareils .....	15
c)	Liste des pièces et travaux exclus du contrat exclus du marché .....	17
4.4	PIECES DE RECHANGE « ASCENSEURS » et DELAIS DE REMISE EN SERVICE .....	18
4.5	INTERVENTIONS DE DEPANNAGE .....	19
a)	Usagers bloqués en cabine, sécurité .....	19
b)	Arrêt de l'appareil .....	19
c)	Dysfonctionnement de l'appareil .....	19
d)	Remise en service et informations des utilisateurs .....	20
e)	Opérations et interventions exceptionnelles : .....	20
f)	Opérations et interventions pour les ERP et ERT, type W, 5 ème catégorie : .....	20
g)	4.5.7. Clauses de subrogations ; exécution aux frais et risques du Titulaire .....	20
h)	Périodes d'indisponibilités non prises en compte au Marché .....	20
4.6	SECURITE .....	22
4.7	ETUDE DE SECURITE .....	22
4.8	AMIANTE .....	23
a)	Modalités d'intervention en cas de suspicion d'amiante ou de plomb .....	23
b)	Sécurisation et signalisation des zones d'intervention .....	24
c)	Gestions des déchets - Propreté .....	24
ARTICLE 5.	MODALITES D'INTERVENTION .....	24
5.1	PLANNING .....	24
5.2	MOYENS DE COMMUNICATION .....	25
5.3	INFORMATIONS AVANT INTERVENTIONS PREVENTIVES .....	25
5.4	INFORMATIONS LORS DES MISES A L'ARRET .....	25
5.5	INFORMATIONS APRES INTERVENTIONS CORRECTIVES .....	25
5.6	NETTOYAGE .....	25
ARTICLE 6.	RAPPORT D'ACTIVITE .....	25



ACCEO Group

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP  
MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES  
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

6.1	CARNET D'ENTRETIEN .....	25
6.2	RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL .....	26
ARTICLE 7.	VERIFICATIONS TECHNIQUES ET DIAGNOSTICS .....	26
ARTICLE 8.	SUIVI DE LA MAINTENANCE .....	28
ARTICLE 9.	ANNEXE 1 .....	29
ARTICLE 10.	ANNEXE 2 .....	30

## **PRÉAMBULE :**

Dans le présent marché, les parties seront désignées par :

**Le Prestataire ou titulaire :** Le Prestataire titulaire du marché de maintenance

**Le Client ou le Maître d'Ouvrage :**

**CPAM du Finistère**

Situé 1 Rue de Savoie 29200 BREST

La personne responsable du marché est le Directeur de la CPAM du Finistère

Le comptable assignataire est l'Agent comptable de la CPAM du Finistère

**Monsieur Freddy FILIATRE** de la CPAM du Finistère est le Chargé des Marchés Publics – Service administration générale.

**La Décomposition en Lot :**

Le marché se présente en UN lot unique.

**La Forme du Marché :**

Dito RC et le CCAP.

**Note aux candidats :**

Le présent marché concerne la maintenance, l'entretien et le Dépannage de 10 appareils du patrimoine immobilier de **de la CPAM du Finistère**.

Les futurs titulaires devront donc avoir une parfaite connaissance du Marché global afin d'adapter au mieux sa maintenance préventive des ascenseurs.

**L'entreprise, par le simple fait de soumissionner, accepte toutes les conditions du présent cahier des charges.**

Ceci, dans un objectif de garantir à la CPAM du Finistère et aux usagers, une disponibilité optimale des ascenseurs avec une qualité d'intervention, de maintenance et de dépannage pour :

- Le Respect des visites de maintenance suivant la législation, afin de garantir la sécurité des usagers et des intervenants ainsi que le bon état technique des installations
- Le Respect des délais d'interventions dans son ensemble
- Le Respect des informations et compte rendus

## **Limites de prestations**

Les limites de prestation sont définies de manière à garantir à chaque intervenant le plein exercice de sa responsabilité.

Ne font pas partie du Marché les prestations suivantes :

- Protection électrique du câble d'alimentation ;
- Câble d'alimentation électrique de l'équipement ;
- Disjoncteur « Ascenseur » dans TGBT Contrôle.

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

### 1.1 DEFINITION DE L'OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : « **la maintenance de 7 ascenseurs et 3 monte-charges** ».

Le présent marché a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le prestataire s'engage à réaliser l'entretien des équipements ainsi que la reprogrammation, l'exploitation, l'entretien et la mise en place éventuelle des systèmes de téléalarme et alarme sonore sur les appareils définis dans **l'Annexe 1 du présent CCTP**.

**Les Prestations de maintenance, d'entretien et de dépannage sur 10 appareils ainsi que l'exploitation et l'entretien du système de téléalarme et alarme sonore incluant l'abonnement téléphonique GSM, si existant.**

La satisfaction de la CPAM et des usagers doit être le souci majeur et constant du prestataire dans la réalisation de son marché.

#### Rappel de la réglementation de référence ascenseurs :

- Arrêté du 11 mars 1977 relatif à l'entretien des installations de monte-charge non accompagnés ;
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié : Règlement de sécurité des établissements recevant du public ;
- Arrêté du 1 Mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage ;
- Loi SAE N° 2003-590 du 3 Juillet 2003 ;
- Arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage ;
- Décret n° 2004/964 du 9 septembre 2004 ;
- Arrêté du 18 novembre 2004 modifié relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs et aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs ;
- Décret n° 2006-555 du 17-05-2006 : relatif à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;
- Décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements ;
- Décret 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs ;
- Arrêté du 7 Aout 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs ;
- FD P 82-247 : 2010 concernant les mesures de préventions énoncés dans le chapitre 4 du décret 2008-1325 pour chaque type d'appareil ;
- Le code du travail ;
- Le code de santé publique ;
- Les règlements sanitaires départementaux relatifs qui s'appliquent aux bâtiments en fonction de leurs localisations ;
- Les prescriptions du conseil supérieur de l'hygiène ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Les textes sur la sécurité des travailleurs ;
- Les textes sur la sécurité des usagers des immeubles ;
- Les normes, les DTU, les avis techniques du CSTB ;
- Directive machine : 2006/42/CE ;
- Directive ascenseur : 2014/33/UE ;

Les prestations de ce CCTP peuvent aller au-delà des clauses réglementaires et prendra également tous les textes législatifs publiés et imposés en cours de Marché.

La liste est exhaustive et non limitée.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP  
MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES  
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

## 1.2 DESIGNATION DES APPAREILS

Les appareils concernés par le présent marché sont répertoriés dans ***l'Annexe 1 du présent CCTP.***

## 1.3 OBLIGATIONS DE RESULTATS

Le marché signé entre la CPAM du Finistère et le titulaire, prévoit la réalisation simultanée des objectifs suivants :

- L'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement des ascenseurs.
- Le maintien des conditions de sécurité imposées par les diverses réglementations.
- La fourniture d'une qualité de service répondant aux exigences décrites dans le présent cahier des charges notamment en termes de :
  - Continuité de service,
  - Respect des délais,
  - Informations données à la CPAM du Finistère,
  - Précision de réglages techniques sur les installations.
- La communication par le titulaire à ses équipes techniques sur le terrain des éléments essentiels du contrat.
- La gestion des lignes téléphoniques et tous systèmes de liaisons de raccordement filaires et radio GSM, si existant
- La levée des observations et des réserves de maintenance émanant des audits de maintenance et des contrôles techniques obligatoires.

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour répondre à son obligation de résultats.

D'autre part, chacune des parties s'engage à faciliter l'action de l'autre partie, par tous les moyens en sa possession et au minimum par les engagements pris dans les articles ci-après.

De manière générale, le TITULAIRE a une obligation de conseil et doit informer la CPAM du Finistère de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler :

- Les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède,
- Les points de non-conformité des équipements et les aménagements qui seraient souhaitables pour optimiser les systèmes ou équipements,
- Toute modification de la réglementation concernant les équipements objet du contrat ou toute nouvelle réglementation,
- Les incidences techniques et financières résultant de toute modification des équipements.

Le titulaire doit également conseiller **La CPAM du Finistère** sur tout autre point ayant une incidence sur les équipements ou installations associées.

Le TITULAIRE doit assister la CPAM du Finistère, par téléphone, mails ou lors de réunions pour tout complément d'information notamment pour tout essai, contrôle, visite relatif aux équipements concernés par le présent marché ; pour des éléments nécessaires à la préparation du budget de l'exercice suivant pour les prestations ; pour l'étude et de la mise en conformité imposée par l'évolution éventuelle de la réglementation ; pour l'amélioration des performances ou de la fiabilité des équipements.

## 1.4 DEBUT DE MARCHE (1 OCTOBRE 2025)

### 1.4.1. Organisation

L'entreprise titulaire remettra à la CPAM du Finistère un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien (Mémoire technique)

En cas de changement de prestataire, un état des lieux initial et contradictoire des installations sera dressé entre le propriétaire et le nouveau prestataire et annexé au marché.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP  
MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES  
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

Lors de la signature du présent marché, l'entreprise titulaire s'engage, pendant la durée de celui-ci, à élaborer les notices des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement des ascenseurs. (Art.R.125-2-1. – II du décret du 9 septembre 2004)

**1.4.2. Identification des appareils**

Le titulaire sera tenu de **transmettre sa liste des Numéros d'identifications** correspondant aux adresses indiquées à ***l'Annexe 1 du présent CCTP et à l'Etat et Décomposition des Prix Forfaitaires (EPF) - Bordereau des Prix Quantitatifs Unitaires (BPU).***

Le Prestataire devra, à la prise de l'entretien des appareils, supprimer les anciennes étiquettes et apposer en cabine et à tous les niveaux l'étiquette indiquant le numéro d'identification de l'appareil et le numéro d'appel pour le dépannage, et ce au plus tard dans les **trente jours (30)** suivant la prise d'effet du présent marché.

En cas de nécessité, il appartiendra au Prestataire de **renouveler ces étiquettes** autant de fois que nécessaire.

Les renseignements liés à la gestion de ce point figureront dans le mémoire technique remis avec l'offre.

Elle devra informer La CPAM du Finistère **dans les 24 heures suivant le passage sur site** de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité des usagers et intervenants.

**1.4.3. Réunion de préparation du marché organisé par l'assistant**

Une réunion de mise au point du marché sera réalisée en présence des interlocuteurs de La **CPAM du Finistère** et de l'ensemble des intervenants de l'entreprise titulaire, et ce, dans le mois suivant la notification de la prise de marché.

**1.4.4. Moyens d'accès**

La **CPAM du Finistère** remettra ou pas en début de Marché, le nombre de trousseaux (clé et badges) nécessaire pour la bonne exécution du marché.

Le titulaire s'engage à les restituer en fin de marché de La CPAM du Finistère.

En cas de perte, le titulaire devra en informer immédiatement La CPAM du Finistère. Les clés et badges pourront ainsi être désactivés.

Chaque clé ou badge manquant à la restitution, ou remplacé en cours de marché sera facturé au prix forfaitaire de 50.00 Euros.

**1.4.5 – Nouveaux appareils**

Sur les appareils entrants dans le parc de La CPAM du Finistère en cours de Marché (rachat, construction neuves ou création, etc..), La CPAM du Finistère attribuera l'appareil par voie d'avenant selon les conditions du marché de maintenance.

En fonction des caractéristiques techniques, le coût global de la maintenance annuelle sera indiqué à l'EPF-BPU - entretien – « Coût de maintenance Nouveaux appareils » entrant dans le parc que le titulaire aura complété lors de la remise de son offre.

La répartition de la facturation sera indiquée avec les trois rubriques :

- Partie Minimale
- Partie Etendue
- Prestations GSM/abonnement

**1.5 FIN DE MARCHE**

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

En fin de marché, les installations devront être rendues par le titulaire, en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté.

Toutes les parties de l'installation devront être accessibles au prestataire d'entretien pour l'exécution de sa mission.

En conséquence, le ou les éventuels codes d'accès à tout ou partie de l'installation ou toute autre forme de déverrouillage, nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service devront être fournis intégralement sans frais et sans restriction de durée d'usage par le fabricant ou l'installateur qui les a introduits sur l'installation à la CPAM du Finistère.

Les dispositifs de téléalarme devront être accessibles pour la réalisation des tests cycliques, l'auto-identification de la cabine et pour la modification du numéro de réception des appels. Afin d'assurer la continuité du dispositif de secours, le titulaire sortant s'engage à réceptionner, communiquer et transmettre les informations au nouveau titulaire pendant une durée de 2 Mois.

La documentation technique, les dispositions de remise en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou partie de l'installation devront être fournis, sans restriction de durée d'usage, par le fabricant ou l'installateur de l'installation à la demande de la CPAM du Finistère, dans des conditions de prix et de délais raisonnables. La CPAM du Finistère remettra ces éléments à la disposition de l'entreprise d'entretien de son choix.

Les dispositions de remise en service, les notices d'utilisation des outils, la documentation technique devront être suffisamment explicites pour permettre au prestataire d'entretien de modifier les paramètres (lecture et écriture) de fonctionnement pour les besoins de l'entretien, du dépannage et de la remise en service sans diminuer le niveau de sécurité prévalant avant son intervention.

Elles devront également contenir toutes les informations nécessaires pour permettre au prestataire d'entretien d'assurer la formation appropriée de son personnel.

Un état des lieux sera dressé contradictoirement trois (3) mois avant la date d'expiration du marché.

Les réserves émises à cette occasion et non levées à la date d'expiration du marché le seront par le nouveau prestataire aux frais du sortant.

En cas de contestation, le différend sera réglé selon la procédure définie au CCTP/CCAP. Cet état des lieux sera demandé par la CPAM du Finistère en même temps que celle - ci notifiera la résiliation du marché d'entretien.

Le titulaire sortant remettra au propriétaire les notices des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement des ascenseurs. Cette notice comportera une description des caractéristiques des installations.

### ARTICLE 2. GENERALITES

#### 2.1 DOCUMENTATIONS

Les documents à fournir et à tenir à jour dans le cadre du présent marché sont rédigés en langue française et sont à fournir à la CPAM du Finistère version papier et en version informatique (format Word, Excel hors PDF).

#### 2.2 RESPONSABLE DU MARCHE

Le titulaire devra désigner, pour la durée du marché, le responsable du marché au sein de son organisation. Ce responsable sera l'interlocuteur privilégié de la CPAM du Finistère pour tous les aspects relatifs au déroulement des prestations. Cette personne sera un technicien qualifié et compétent dans le domaine, nommément désigné, qui devra être aisément joignable par la CPAM du Finistère. Le responsable des prestations assurera notamment le suivi de la bonne exécution des prestations et participera aux réunions. Le titulaire devra proposer une organisation permettant de gérer les absences de ce responsable.

#### 2.3 CONDITIONS

L'entreprise reconnaît avoir procédé à une visite détaillée des installations et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les suggestions relatives aux lieux d'intervention, aux accès et aux abords.



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

L'entreprise reconnaît avoir pleine connaissance des installations qu'il aura à entretenir et accepte de les prendre en charge telles qu'elles se présentent au jour de la signature du marché.

**Par conséquent, les réserves éventuellement relevées lors du passage devront être obligatoirement signalées par le candidat lors de la remise de l'offre. Passée celle-ci, le nouveau titulaire validera sans observations les états des lieux du prestataire sortant.**

Le titulaire ne pourra prétendre de ce fait, à aucun supplément de prix pour défaut de connaissance des installations et des lieux ou sujétions particulières d'exécution.

Il renonce à faire état des difficultés pouvant provenir de la qualité du matériel, de la conception et de l'exécution des installations.

Il est convenu que s'il était constaté des anomalies dont le traitement n'entre pas dans le cadre du marché, elles seraient signalées par le titulaire.

Toutefois et suite à des travaux d'amélioration entraînant une garantie sur les pièces, si le titulaire du marché n'est pas le prestataire qui a fait les travaux sur l'appareil, il sera dégagé du remplacement des pièces prévues dans la garantie des travaux.

### 2.4 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En cas d'accord du responsable du marché, la responsabilité de l'entreprise titulaire du marché reste entière pour les travaux sous-traités.

### 2.5 CONDITIONS

L'entreprise reconnaît avoir procédé **à une visite détaillée des installations** et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les suggestions relatives aux lieux d'interventions, aux accès et aux abords.

**L'entreprise reconnaît avoir pleine connaissance des installations, des circonstances d'interventions, des équipements et technologies installés**, qu'il aura à entretenir et accepte de les prendre en charge telles qu'elles se présentent au jour de la signature du marché. Il reconnaît prendre la pleine responsabilité de la sécurité et du bon fonctionnement des installations.

Le titulaire s'engage à disposer des moyens pour intervenir sur les installations (référentiel et notice technique, procédure d'intervention, outils de diagnostics et de paramétrages, procédures d'accès sur la toute la durée du marché, etc..)

**Par conséquent, les réserves éventuellement relevées lors du passage de visite devront être obligatoirement signalées par le candidat lors de la remise de l'offre à annexer à sa soumission du marché**. Passée celle-ci, le nouveau titulaire validera sans observations les états des lieux du prestataire sortant à la signature du marché.

Le titulaire ne pourra prétendre de ce fait, à aucun supplément de prix pour défaut de connaissance des installations et des lieux ou sujétions particulières d'exécution.

Il renonce à faire état des difficultés pouvant provenir de la qualité du matériel, de la conception et de l'exécution des installations.

Il est convenu que s'il était constaté des anomalies dont le traitement n'entre pas dans le cadre du marché, elles seraient signalées par le titulaire.

Toutefois, pour donner suite à des travaux d'amélioration entraînant une garantie sur les pièces, si le titulaire du marché n'est pas le prestataire qui a fait les travaux sur l'appareil, il sera dégagé du remplacement des pièces prévues dans la garantie des travaux mais en assurera la pose au titre du présent marché de maintenance.

## **2.6 - MESURES DE PRÉVENTION**

Conformément au décret 92-156 du 20 février 1992 et de l'article L 231-1 du code du travail, le plan de prévention du Maître d'ouvrage sera dûment établi entre le titulaire et le Maître d'ouvrage pendant la période de préparation du présent marché. Il devra être signé par les deux parties avant le démarrage des prestations objets du présent marché.

### **ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ**

Le présent Marché est conclu pour une durée maximale **de 48 mois à compter du 1<sup>er</sup> Octobre 2025 pour l'ensemble des appareils** et se terminera au plus tard le **30 Septembre 2029**.

L'une ou l'autre des parties aura la possibilité de dénoncer annuellement le marché moyennant un délai de préavis de 3 mois avant la date d'anniversaire du marché (1 Octobre de chaque année) par lettre recommandée avec accusé de réception.

La reconduction ou la dénonciation interviendra moyennant un délai de préavis de 3 mois avant l'échéance de la première période, soit avant le 30 Juin 2027.

Après la première période de 24 Mois Ferme, le Marché pourra être renouvelé par reconduction tacite, moyennant une période de 12 Mois et au maximum 2 fois, soit une durée maximale allant jusqu'au **30 Septembre 2029**. (48 mois).

### **ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

#### **4.1 DEFINITION DES PRESTATIONS**

Dans le cadre de son forfait, le titulaire s'engage à assurer sur les ascenseurs et les systèmes de téléalarme et passerelle GSM, ainsi que les prestations de maintenance permettant de maintenir les équipements en bon état de fonctionnement et de maintenir le niveau de sécurité acquis, ou résultant de l'application du décret 2008-1325 du 15 décembre 2008, articles R4324-46 à R4324-53 du code du travail suivant :

##### **a) Nature des prestations sur les ascenseurs**

Les prestations d'entretien devront être au minimum conformes aux dispositions du décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et à l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs, au Décret N°2012-674 du 7 Mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs et à l'Arrêté du 7 Août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs repris **en Annexe 2 du présent CCTP**.

##### **b) Nature des prestations sur le monte-charge non accompagné**

Les prestations d'entretien devront être au minimum conformes aux dispositions de l'Arrêté du 11 Mars 1977 relatif à l'entretien des installations de monte-charge non accessible aux personnes repris **en Annexe 2 du présent CCTP**.

##### **c) Nature des prestations Autres Appareils (Monte-charge, Plateforme PMR, Élévateur, etc.)**

Les prestations d'entretien devront suivre les recommandations écrites du fabricant et les dispositions réglementaires et normatives à respecter liées à l'arrêté du 1 Mars 2004 modifié relatif aux contrôles réglementaires des appareils et accessoires de levage et à la Directives machines 98/37/CE et 2006/42/CE.

Il n'y a pas d'équipement de ce type actuellement sur le patrimoine actuellement.

Dans son forfait, le titulaire s'engage également à assurer les prestations complémentaires ci-après :

## 4.2 MAINTENANCE

La planification des visites doit respecter impérativement :

- Les gammes de maintenance définies par la réglementation ;
- Les gammes de maintenance du présent marché si elles sont plus contraignantes que la réglementation ;
- Les gammes de maintenance complémentaires fournies par le prestataire dans son offre ou jugées utiles ultérieurement.

A chaque visite d'entretien, le prestataire vérifiera la lisibilité de toutes les étiquettes d'identifications ainsi que les plaques d'instructions en cabine et les remplacera si nécessaire.

### a) Ascenseurs

L'entreprise chargée de l'entretien s'engage à effectuer au moins une visite d'entretien **toutes les six semaines, soit 42 jours**.

L'intervalle entre deux visites de maintenance ne pourra être supérieur à six semaines.

En aucun cas une intervention de dépannage seule ne peut tenir lieu de visite d'entretien.

Les opérations d'entretien des installations d'ascenseurs et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques, des lieux desservis, des technologies spécifiques des installations, des fréquences d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs.

Les opérations minimales d'entretien à effectuer ainsi que les périodicités minimales de mise en œuvre à respecter sont détaillées dans le tableau suivant :

LISTE DES OPERATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN ET FREQUENCES MINIMALES DE VERIFICATION (ASCENSEURS ELECTRIQUES ET HYDRAULIQUE)			
OPÉRATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN : liste des pièces ou mécanismes à vérifier	INTERVALLE maximum de six semaines	FRÉQUENCE minimale semestrielle	FRÉQUENCE minimale annuelle
Cuvette, toit de cabine, local des machines (propreté, éclairage) .....			X
Antirebond et contact (1) .....			
Amortisseurs .....			
Moteur d'entraînement et convertisseurs ou générateur, ou pompe hydraulique .....			
Réducteur .....			
Poulie de traction .....			X
Frein .....		X	
Armoire de commande .....			
Limiteurs de vitesse (cabine et contrepoids) et poulie de tension (1) .....			X
Poulies de déflexion/renvoi/mouflage .....			
Guides cabine et contrepoids/vérin .....			
Coulisseaux ou galets cabine et contrepoids/vérin .....			
Câblage électrique .....			
Cabine .....	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques) .....			X
Câbles ou chaînes de suspension et leurs extrémités .....		X	
Baies palières :			
1. Vérification de l'efficacité des verrouillages et contacts de fermeture .....	X		
2. Vérification course, guidage et jeux .....			
3. Vérification câble, chaîne ou courroie et lubrification .....			
4. Vérification mécanismes de déverrouillage de secours .....			
5. Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme .....	X		
Porte de cabine :			
1. Vérification verrouillages et contacts de fermeture .....	X		
2. Vérification course, guidage et jeux .....			
3. Vérification câble, chaîne ou courroie et lubrification .....			
4. Vérification des mécanismes de déverrouillage de secours .....			
5. Vérification efficacité du dispositif de réouverture .....	X		
Palier : précision d'arrêt et de nivelage .....	X		

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP  
MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES  
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

Dispositifs hors course de sécurité .....			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur .....			
Dispositifs électriques de sécurité :			
1. Vérification du fonctionnement .....			
2. Vérification de la chaîne de sécurité .....			
3. Vérification des fusibles .....			
Dispositifs de demande de secours .....	X		
Commandes et indicateurs aux paliers .....	X		
Eclairage de la gaine .....			
Cuve hydraulique (niveau/fuites) .....	X		
Vérin hydraulique .....			
Canalisations hydrauliques .....			
Dispositif antidérive .....		X	
Bloc de commande .....			
Pompe à main/soupape de descente à commande manuelle .....			X
Limiteur de pression .....			
(1) Hors câbles. Il faut dissocier les câbles de l'organe fonctionnel auquel ils peuvent être associés.			

Nota. – Pour les lignes non cochées, la fréquence sera communiquée au propriétaire dans le plan d'entretien

L'entreprise soumissionnaire fournira, l'organisation de son plan d'entretien.

Les périodes de congés annuels du TITULAIRE ne donnent droit à aucune diminution ou restriction des fréquences de maintenance préventive et prestations comme définies au présent CCTP.

L'organisation du plan d'entretien est fixée dans le mémoire technique du titulaire.

**b) Monte-charge Non-accompagné**

L'entreprise chargée de l'entretien s'engage à adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de l'appareil.

En aucun cas une intervention de dépannage seule ne peut tenir lieu de visite d'entretien.

En aucun cas, le titulaire ne peut effectuer **moins d'une visite par mois** pour les monte-charges, soit **douze visites par an**.

LISTE DES OPERATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN ET FREQUENCES MINIMALES DE VERIFICATION (MONTE-CHARGES)			
OPÉRATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN : liste des pièces ou mécanismes à vérifier	A chaque visite	FRÉQUENCE minimale semestrielle	FRÉQUENCE minimale annuelle
Cuvette (sauf dispositions particulières), toit cabine, local des machines (propreté éclairage)			X
Nettoyage de la gaine			X
Anti-rebond et contact (Hors câbles)		X	
Amortisseurs			X
Moteur d'entraînement et convertisseurs ou générateur ou pompe hydraulique		X	
Réducteur			X
Poulie de traction			X
Freins (examen visuel)	X		
Armoire de commande (examen visuel)	X		
Poulies de déflexion / renvoi / mouflage			X
Guide cabine & contrepoids / vérin			X
Coulisseaux ou galets cabine et contrepoids/vérin		X	
Câblage électrique (état de conservation)			X
Habitacle (état de conservation)	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de l'habitacle en montée ou autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques...)			X
Câbles, courroies ou chaînes de suspension et leurs extrémités		X	
Baies palières :			
Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
Vérification course, guidage & jeux des portes palières	X		
Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme (si équipé)	X		

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

Poignées de manœuvre (conservation, fixations)	X		
Porte de cabine (si existante) :			
Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
Vérification course, guidage & jeux	X		
Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
Vérification du dispositif de réouverture	X		
Dispositifs destinés à maintenir les charges dans l'habitable :			
Fonctionnement, état de conservation	X		
Asservissement électrique	X		
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X		
Dispositif hors course de sécurité			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur			X
Dispositifs électriques de sécurité			
Vérification du fonctionnement	X		
Vérification de la chaîne de sécurité	X		
Vérification des fusibles	X		
Commandes & indicateurs aux paliers	X		
Sondes thermiques et asservissement de la manœuvre			X
Eclairage de la gaine		X	
Cuve hydraulique (niveau/fuites)	X		
Vérin hydraulique			X
Canalisations hydrauliques			X
Dispositif antidérive		X	
Hydraulique :			
Bloc de commande			X
Pompe à main / soupape de descente à commande manuelle			X
Limiteur de pression		X	
Thermostats et extraction forcée dans le local de machinerie et en gaine	X		
Dispositifs destinés à la protection des intervenants en gaine :			
Dispositifs permettant de préserver un volume de sécurité au-dessus et en dessous de la cabine (fonctionnement, asservissement électrique)		X	
Dispositif de verrouillage de l'habitable pour les opérations de maintenance (fonctionnement mécanique et asservissement électrique)		X	

## c) Autres appareils (Monte-charge, Plateforme PMR, Elévateur, etc.)

Le titulaire doit adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de l'appareil.

En aucun cas, cependant, le titulaire ne peut effectuer moins de **deux visites par an** pour les autres appareils, soit **une visite par semestre avec un intervalle de supérieur à 6 Mois minimum**.

### Contrôles périodiques et essais :

#### 1. Essais de fonctionnement

On entend par essais de fonctionnement d'un appareil de levage l'essai qui consiste :

a) A s'assurer de l'efficacité de fonctionnement :

- Des freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes les positions, la charge ou l'appareil,
- Des dispositifs contrôlant la descente des charges,
- Des dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de charge tels que :
- Limiteurs de course,
- Limiteurs de relevage,
- Limiteurs d'orientation,
- Dispositifs anticollisions,
- Dispositifs parachute.

b) A déclencher, lorsqu'ils existent, les limiteurs de charge et de moment de renversement, de façon à s'assurer de leur bon fonctionnement aux valeurs définies dans la notice d'instructions du fabricant ou, à défaut, au-delà de la charge maximale et à moins de 1,1 fois la charge ou le moment maximal.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

### 2. Examen de l'état de conservation

On entend par « examen de l'état de conservation » l'examen qui a pour objet de vérifier le bon état de conservation de l'appareil et de ses supports et de déceler toute détérioration susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses intéressant notamment les éléments essentiels suivants :

- Dispositif de calage, amarrage et freinage, destinés à immobiliser dans la position de repos les appareils de levage ;
- Freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes les positions, la charge de l'appareil,
- Dispositif contrôlant la descente des charges,
- Poulies de mouflage, poulies à empreinte,
- Limiteurs de charge et de moment de renversement,
- Dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anticollision, dispositifs parachute,
- Crochets et appareils de préhension mécanique, électromécanique ou pneumatique,
- Câbles et chaînes de charge.

Cet examen comprend un examen visuel détaillé de l'état de conservation, complété obligatoirement par des essais de fonctionnement.

#### d) Dispositions communes

Dans son forfait, le titulaire s'engage également à assurer les prestations complémentaires ci-après :

Pour tous les types d'appareils (article a, b & c), en complément des opérations minimales d'entretien et des fréquences minimales de vérification, l'entreprise titulaire devra au minimum intégrer dans son plan d'entretien :

- Le nettoyage de la cuvette, du toit de la cabine, de la gaine et de la machinerie à chaque visite, afin d'éviter des accumulations de papiers, poussières, etc.....
- A chaque visite d'entretien, la vérification et le nettoyage des systèmes de protection de fermeture des portes palières, cellule, barrière de cellules toute hauteur, etc.
- A chaque visite d'entretien, l'essai et l'entretien de la pompe de relevage et du système de détection d'eau en fond de fosse et la vérification et le nettoyage de la réservation prévue pour la pompe vers le conduit des eaux d'écoulements. Dans le cas d'une anomalie constatée, le titulaire devra remonter l'information sans délai à la CPAM du Finistère.
- Après chaque vérification semestrielle (Câbles), le contrôle et le réglage de la tension, de l'allongement, du glissement et de l'adhérence des câbles de traction, ainsi que le raccourcissement des câbles de suspension ou du câble limiteur autant de fois que nécessaire, afin d'assurer la réserve sous contrepoids et la tension de la poulie tendeuse. **Le remplacement des câbles sont compris également.**
- Une fois par an (sauf système de traction sans réducteur), les jeux de couple des groupes de traction seront mesurés et consignés avec les tolérances maximales et remises au propriétaire
- L'entretien (réglages, lubrification, nettoyage...) des pièces des installations d'ascenseurs suivantes :
  - Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte, seuil de porte cabine, l'ameublement des cabines(entretien fonctionnel).
  - Palières : ferme porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières, les équipements d'appel prioritaires et les boîtes pompiers, seuils des portes palières.
  - Machinerie : trappe et porte d'accès, boîte pompiers, Groupe de traction, balais du moteur, dispositifs constituant les tableaux de branchement en machineries (circuit Force et Lumière) et tous fusibles, les dispositifs d'alarme (hors canalisations enterrées ou inaccessibles, « batteries

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

- plus tableau d'alarme » quand ces derniers ne concernent pas uniquement les alarmes d'ascenseurs), les systèmes de téléphones et de télésurveillances, les systèmes d'antiparasitage.
- Gaine : canalisations électriques, coulisseaux et poulie de contrepoids.
- Éclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

### 4.3 REPARATIONS OU REMPLACEMENT DES PIÈCES COMPRIS DANS LE MARCHÉ

Pour rappel, le coût de traitement des Matériaux contenant de l'amiante (MCA) n'est pas inclus et compris au présent marché.

Après transmission d'un RAAT par La CPAM du Finistère ou de repérage déjà indiqué dans le guide de la « FA-livret-amiante-composants d'ascenseurs », le titulaire prendra les mesures, mode opératoires ou plan de retrait conformément à l'article 4.9 – AMIANTE.

#### a) Réparation ou remplacement minimales des pièces des installations d'ascenseurs

La réparation ou le remplacement des pièces des installations d'ascenseurs incombe à l'entreprise titulaire du présent marché d'entretien lorsqu'elles présentent une usure ou sont défectueuses.

L'entreprise s'engage à réparer ces pièces efficacement (main d'œuvre et fourniture) ou à les remplacer (main d'œuvre et fourniture) si elles ne peuvent pas être réparées.

- Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.
- Paliers : ferme porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.
- Machinerie : balais du moteur, et tous fusibles.
- Gaine : coulisseaux de contrepoids.
- Éclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

#### b) Réparation ou remplacement des pièces importantes des installations d'ascenseurs, Monte-charge Non- accompagné et autres appareils

La réparation ou le remplacement des pièces des installations d'ascenseurs incombe au prestataire titulaire du marché d'entretien lorsqu'elles présentent une usure ou sont défectueuses.

Le titulaire s'engage à réparer ces pièces efficacement (main d'œuvre et fourniture) ou à les remplacer (main d'œuvre et fourniture) si elles ne peuvent pas être réparées.

- Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, fermeture de portes automatiques ou de battantes, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.
- Paliers : fermeture de portes automatiques ou de battantes, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.
- Machinerie : balais du moteur, et tous fusibles.
- Gaine : coulisseaux et garnitures de contrepoids.
- Éclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

Dans les cas où les pièces nécessitent une réparation ou un remplacement et que celles-ci ne se fabriquent plus, l'entreprise prendra à sa charge les travaux d'adaptation des nouvelles pièces afin d'assurer une continuité de fonctionnement des ascenseurs, si celle-ci n'impacte pas de travaux importants (NF P82-212 nov. 2005 ou NF P82-230 juin 2021, transformation importantes).

### **4.3.2. Réparation ou remplacement des pièces importantes de type « étendu » des installations d'ascenseurs et autres appareils (partie non récupérable, PNR)**

La réparation ou le remplacement des pièces des installations d'ascenseurs incombe à l'entreprise titulaire du marché d'entretien lorsqu'elles présentent une usure ou sont défectueuses.

L'entreprise s'engage à réparer ces pièces efficacement (main d'œuvre et fourniture) ou à les remplacer (main d'œuvre et fourniture) si elles ne peuvent pas être réparées (liste non exhaustive).

- Cabine : Indicateurs de position, Indicateurs de sens, Contacts à clefs, Cellule, Barrière de Cellules de passage, Ventilateurs, Dispositif de demande de secours et son système de batteries, Téléphone, Télésurveillance ou téléalarme, synthèse vocale, Pictogramme vert/jaune, boucle magnétique, Bips/signal sonore, Garde pieds cabine, Contacts de surcharge ou pèse charge électronique.
- Paliers : Dispositifs limitant les possibilités d'actes de vandalisme sur les portes palières, mécanismes de déverrouillage de secours (triangle ou autres), Boîte à boutons d'appel paliers, Boîtes d'appels pompiers avec ou sans phonie, Indicateurs de position, Indicateurs de sens, Bips/signal sonore, gong de direction.
- Gaine : coulisseaux, garnitures et rollers de cabines, Chaîne de compensation, Câbles souples pendentifs, Câbles de sélecteur (ruban, chaîne, drisses...), Poulies de renvoi du limiteur, Poulies de mouflage et carters, Cames fixes ou mobiles, Parachutes de sécurité (cabine et contrepoids), Impulseurs, Orienteurs, Contacts fixes et mobiles, Interrupteurs d'étages et de fin de course, Fils guides du contrepoids, Semelle de guides cabine, Tendeurs fils guides, Semelle de guides contrepoids, le réaligement des guides cabine et contrepoids, Amortisseurs cabine et contrepoids, Vérins, Raccords, Flexibles hydrauliques, Vérins, Joints d'étanchéité et soupape de rupture, Raccords, Flexibles hydrauliques, Balustrades de sécurité et leurs contacts, Boîte d'inspection, Prises de courant, Interrupteurs d'éclairage, Boutons stop, Huileurs, Pompe de relevage et détecteurs d'eau en fond de cuvette.
- Opérateur de porte cabine, moteur, courroies, contacts, axes, fixation, galets de suspension, câbles, chaînes, contre galets, carte électronique, variation de fréquence et système de verrouillage de porte cabine.
- En machinerie (haut de gaine pour les ascenseurs sans machinerie) : Boîte à clé Rouge, Systèmes de fermeture des machineries ou des armoires dans la porte palière du dernier niveau ou autre niveau, Système de verrouillage de l'échelle, Contre-balancement de trappe, balais du moteur et tous fusibles, Groupe de traction (avec ou sans réducteur), Génératrice, Câbles ou courroies de traction, Câble de limiteur de vitesse, Moteur (roulements, paliers, bobinage, rotor et stator, ventilateur, tachy, codeur, résolveur), Treuils (arbre à vis, engrenage, poulie, paliers, roulements, coussinets, courroies..) et leurs étanchéités, toutes pièces composants une « Gearless », Tableaux DTU, Outils de Consignation puissance, Frein (mâchoires, bobine, garnitures...), Contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles, cartes électroniques,...), tous Variateurs de vitesse (fréquence, courant, tension...), Cartes de régulation pilotées, Dispositifs anti-parasites, Transformateurs, Contrôleur d'étages, Organes de sélecteur, Télésurveillances, Téléalarme, Phonie pompiers, Limiteur de vitesse, Courroies de transmission, Boîtier de rappel, Rembobinage moteur/pompe hydraulique, Pot anti-pulsation, Distributeurs et vannes hydrauliques et remplacement d'huile, boîtier voyant de zone de porte, extracteur d'air machinerie, thermostats, tous les systèmes d'asservissement spécifique aux ERP, les systèmes de retour automatique au niveau le plus proche intégrant les batteries de secours, tous systèmes asservies à la manœuvre.
- Autre : Bobine et télécommande de limiteur, tous Dispositifs de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée (frein de câbles, frein de guides, frein d'arbre lent, parachute double sens, ...), pompe de relevage et système de détection d'eau en fond de fosse et tous systèmes de régénération et d'économie d'énergie.

Dans les cas où les pièces nécessitent une réparation ou un remplacement et que celles-ci ne se fabriquent plus (ex : cartes électroniques, ..... ) l'entreprise prendra à sa charge la main d'œuvre pour les travaux d'adaptation des



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

nouvelles pièces, afin d'assurer une continuité de fonctionnement des ascenseurs, si celle-ci n'impacte pas de travaux importants de modernisation (NF P82-212 nov. 2005 et/ou NFP 82-230).

Pour les prestations non prévues dans le contrat, le titulaire devra présenter un devis détaillé sur la base de l'EPF-BPU du présent Marché.

Les prestations non-prévues par l'EPF-BPU devront faire l'objet d'un accord préalable de **La CPAM du Finistère** après présentation d'un devis détaillé dans les 24 heures ouvrées suivant le constat par l'entreprise titulaire.

Ces cas pourront faire l'objet d'une facturation supplémentaire :

- **Les actes de vandalisme** : toute destruction volontaire et importante de l'équipement pouvant faire l'objet d'une déclaration de sinistre (Portes et vantaux pliés, chariots dégonflés, cabine parois, Boîtes à boutons, sols & plafond, etc..)
- **Les actes d'incivilités** : déverrouillage des systèmes de fermeture (triangle, serrures de portes, de trappes, d'armoires, etc.. ) et de sécurité (Boîte d'appel pompier, disjoncteur, etc..) ainsi que les conséquences du à l'humidité (Urine, eau, etc..).
- **Les sinistres** : tout dommage causés par un dégât du feu et des fumées, un dégât des eaux et de la corrosion, ou un sinistre causé par un tiers (*écroulement, surcharge volontaire, urines, bagarre, trafics de stupéfiants, etc....*)

Le titulaire **doit informer sans délai la Personne** Responsable du Marché.

Le titulaire devra fournir une analyse détaillée du problème et constater le sinistre et les pièces endommagées (date, heure, constatations, organes endommagés...), et joindre obligatoirement des photos des dégâts.

Le titulaire devra signaler tous actes d'utilisations inappropriés ou de vandalismes répétitifs, afin que les services de proximité et de médiation de **La CPAM du Finistère** s'engagent dans la recherche d'action locale et de solution à long termes et définitives.

Pour les prestations non prévues dans le marché, le titulaire devra présenter un devis détaillé sur la base de l'EPF-BPU du présent Marché.

Un devis détaillé devra être présenté dans les **24 heures ouvrées** à la Personne Responsable de proximité et du Marché De **La CPAM du Finistère** et à son assistant.

### c) Liste des pièces et travaux exclus du contrat exclus du marché

Les pièces suivantes ne sont pas incluses dans les clauses du contrat Minimal (4.3.1) et dans la partie des pièces importantes évoquées en 4.3.2 :

- Les éléments structurels de l'ascenseur : Structure cabine, arcade/étrier, parois, plancher, vantaux et encadrements de portes, guides, fils guides, attaches de guides, semelles de guides et tendeurs de fils guides, réaligement des guides cabines et contrepoids
- Les pièces d'ornements et de confort : Parois et finition cabine, sol cabine, plafond et faux-plafond cabine, ventilateur, tapis, ameublement en cabine, main courante, lisse de protection, strapontin et Miroir
- Les composants du bâtiment : Canalisations électriques fixes, tableau de distribution de courant et ses protections en amont du DTU, canalisations hydrauliques, liaison téléphonique filaire, séparation de gaine, conduit et ventilation de gaine et machinerie.
- Les composants Oléo dynamique (hydraulique) : Moteur/pompe de groupe hydraulique, Centrale hydraulique, Remplacement du fluide (huile), le ou les vérin(s) des ascenseurs, raccords, et le ou les conduits fixes rigides ou flexibles.
- Les composants électriques du bâtiment : Autotransformateur d'alimentation, les informations techniques provenant de la SSI, l'extracteur d'air machinerie et son conduit vers l'extérieur, pompe de relevage d'eau en cuvette et son conduit d'évacuation vers le réseau et le système de VMC ou de ventilation naturelle intermittente à clapet de la ventilation de la gaine.
- Les travaux de réparations consécutifs à des actes malveillants, à des actes de vandalisme, à un sinistre, à une inondation, à une ambiance corrosive, à un orage, à la foudre, à un incendie, à une catastrophe naturelle et à une surtension électrique.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

- Les diagnostics et travaux de retrait de matériel contenant de l'amiante.
- Dans la gaine d'ascenseur, le fond de fosse et les locaux techniques des ascenseurs ainsi que leur cheminement, le curage, le pompage, l'assainissement, le cuvelage, la désinfection, le démoussage, la dératisation, la désinsectisation, la lutte contre les pigeons.
- Les travaux de Mise en conformité réglementaire, de rénovation, de modernisation, d'amélioration et d'embellissement.
- Le rapport initial et le rapport de vérification après travaux des organismes de contrôle obligatoire après chaque transformation importante suivant la NF P82-212 nov. 2005 et/ou NFP 82-230.
- Le nettoyage des parties vitrées de la cabine et/ou de la gaine d'ascenseur vitrée.
- Les raccordements, la programmation, la fourniture et l'entretien des contrôles d'accès hors ascenseurs.
- Les cartes SIM, les GSM et tous systèmes de liaison de secours
- **Les actes de malveillances, d'utilisations inappropriés et de Vandalisme comme décrit au §4.3.2 - cas pouvant faire l'objet d'une facturation supplémentaire**

Pour les prestations non prévues dans le contrat, le titulaire devra présenter un devis détaillé sur la base du cout horaire et du coefficient sur déboursé renseigné au DPGF dans le Bordereau de Prix Unitaires.

Les prestations non-prévues devront faire l'objet d'un accord préalable de la CPAM du Finistère sur présentation d'un devis détaillé dans les Vingt-quatre heures suivant le constat par l'entreprise titulaire.

Toute anomalie sur l'alimentation devra faire l'objet d'une information à la Personne Responsable de **La CPAM du Finistère**, afin que l'**agence** fasse exécuter les travaux nécessaires au bon fonctionnement de l'alimentation.

#### **4.4 PIECES DE RECHANGE « ASCENSEURS » et DELAIS DE REMISE EN SERVICE**

Pour la réparation ou le remplacement minimal des pièces des installations d'ascenseurs (article 4.3.a) et pour la réparation ou le remplacement des pièces importantes des installations d'ascenseurs (article 4.3.b) et pour la réparation suite à une utilisation inappropriée ou à des actes de vandalisme (article 4.3.c), l'entreprise s'engage à ce que les matériels de remplacements soient au minimum de qualité identique à ceux en place.

Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant. L'adaptation de pièces sur les installations, si elle est nécessaire, relèvera de la responsabilité de l'entreprise chargée de l'entretien.

Le titulaire s'engage à fournir les pièces de rechange des appareils de l'ensemble des constructeurs pendant une durée de :

- 15 Ans pour les composants électroniques
- 20 Ans pour les composants électromécaniques
- 30 Ans pour les composants mécaniques

A compter de la date d'installation de l'appareil ou de la modernisation du composant considéré le cas échéant.

Toutes les pièces changées seront garanties deux ans. En fin de marché, lors de l'état des lieux visé à l'article 1.5, s'il s'avère que le matériel remplacé pendant le marché soit de moins bonne qualité, il procédera à son remplacement sans aucune indemnité.

Afin de réduire au maximum le temps d'indisponibilité des ascenseurs, le titulaire devra tenir, à ses frais, un stock de pièces de rechange disponible permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans :

- Les **vingt-quatre heures ouvrées** pour les pièces standards mentionnées à l'article 4.3.1
- Les **soixante-douze heures** pour les pièces importantes mentionnées à l'article 4.3.2,

Utilisation et explication des articles du bordereau de prix (BPU) :

- Tous les articles du bordereau comprennent à la fois la fourniture et la main d'œuvre.

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP  
MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES  
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE**

- L'article taux horaire et le taux horaire de tous les articles du bordereau sont identiques.
- L'utilisation de l'article taux horaires sera essentiellement avec le coefficient déboursé pour calculer le matériel qui n'apparaît pas dans le bordereau.
- Le prix du matériel ainsi que le nombre d'heure seront comparés et contrôlés par rapport aux autres articles similaires du bordereau.

Sauf les pièces importantes ci-dessous qui seront remplacées dans les délais maximums suivants :

- Portes palières : 20 jours	- Groupe de traction et Gearless : 45 jours
- Porte cabine : 15 jours	- Rembobinage : 5 Jours
- Opérateur porte cabine/Barrière de Cellules : 10 jours	- Câbles/courroies de traction : 10 Jours
- Tous Eclairages : 1 jour	- Contact de freins : 4 jours
- Boîte à bouton cabine : 10 jours	- Mâchoire/Garniture de freins : 4 jours
- Boîte à bouton et indicateur palières : 5 jours	- Variation de fréquence : 8 jours
- Téléalarme/GSM : 3 jours	- Cartes électroniques : 5 jours
- Serrures : 3 jours	

NB : délais souhaités exprimés en jours ouvrés

Le titulaire exprimera ses meilleurs délais confirmés dans le mémoire technique Maintenance.

En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte de délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des ascenseurs supérieure à ces délais.

#### **4.5 INTERVENTIONS DE DEPANNAGE**

Dans le cadre du prix forfaitaire, le titulaire devra assurer toutes les demandes d'interventions pour le dépannage de tous les appareils et installations dont il assure l'entretien courant.

##### **a) Usagers bloqués en cabine, sécurité**

En cas d'**usagers bloqués en cabine ou dysfonctionnement pouvant affecter la sécurité**, le titulaire du marché doit intervenir dans un délai **60 minutes**, après la réception de l'appel téléphonique **24 HEURES/24, 7 JOURS/7**.

**Le prestataire devra obligatoirement rappeler la cabine où se trouvent les personnes bloquées pour information sur le délai d'intervention réel du technicien.**

Nota : Si l'ascensoriste estime qu'il ne pourra être présent sur site dans les délais, il doit contacter les pompiers, le coût et les réparations inhérentes à l'intervention des pompiers étant à la charge de l'ascensoriste.

##### **b) Arrêt de l'appareil**

En cas d'**arrêt de l'appareil, sous réserve que celui-ci n'affecte pas la sécurité**, le titulaire du marché doit intervenir dans un **délai de 4 heures**, après la réception de l'appel téléphonique, **7 JOURS/7 - dépannage de 8 heures à 18 heures pour des appels reçus entre 8 heures et 16 heures**.

Un mail sera adressé automatiquement à la CPAM du Finistère mentionnant la raison de l'arrêt.

##### **c) Dysfonctionnement de l'appareil**

En cas de **dysfonctionnement de l'appareil, sous réserve que celui-ci n'affecte pas la sécurité**, le titulaire du marché doit intervenir dans un **délai de 4 heures**, après la réception de l'appel téléphonique, **7 JOURS/7 - dépannage de 8 heures à 18 heures pour des appels reçus entre 8 heures et 16 heures**.

**d) Remise en service et informations des utilisateurs**

**La remise en fonctionnement normal interviendra au maximum au bout de vingt-quatre heures.**

Toute immobilisation de plusieurs heures devra être signalée à la CPAM du Finistère, ainsi qu'à l'attention des usagers par l'apposition d'une pancarte sur chaque porte palière.

Un mail sera adressé automatiquement à la CPAM du Finistère mentionnant la date et l'heure de la remise en service ainsi que la raison de l'arrêt.

**e) Opérations et interventions exceptionnelles :**

Le titulaire doit la **récupération des objets tombés** accidentellement en gaine d'ascenseur.

Le titulaire du marché doit intervenir dans un délai de **4 heures**, après la réception de l'appel téléphonique, **7 JOURS/7 - 24H/24**.

Les interventions pour appels injustifiés (appareil en service à l'arrivée, informations provenant des télésurveillances ou tous nouveaux systèmes de maintenance prédictive...) **ne pourront pas faire l'objet de facturation supplémentaire.**

Les cas d'interventions récurrentes pour causes extérieures pourront être soumis par le titulaire à la CPAM du Finistère, accompagnés des justificatifs (Bon d'intervention) nécessaires dans un délai maximal de 15 jours après l'intervention.

Le titulaire devra proposer des solutions afin de limiter ces interventions, qui seront étudiées conjointement.

**f) Opérations et interventions pour les ERP et ERT, type W, 5 ème catégorie :**

Le titulaire doit signaler systématiquement sa présence dans l'établissement au PC sécurité ou à l'accueil.

Le registre de sécurité doit être également renseigné et complété à chaque intervention.

**g) 4.5.7. Clauses de subrogations ; exécution aux frais et risques du Titulaire**

En cas de carence du TITULAIRE à assurer le fonctionnement correct des installations et la sécurité des usagers ou respecter les prescriptions techniques définies au présent contrat et entraînant un non-fonctionnement des installations, **la CPAM du Finistère** se réserve la faculté de subroger à tout moment tout autre entreprise dans les droits et obligations résultant du présent contrat, sans que le TITULAIRE puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

Le montant de l'intervention de cette entreprise sera déduit du montant annuel de la redevance sans que le TITULAIRE puisse s'y opposer. Si l'exécution aux frais et risques d'une tierce entreprise entraîne une augmentation des dépenses par rapport au prix du marché, celle-ci sera à la charge du TITULAIRE. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Toutefois le titulaire pourra être sollicité en cas de besoin et devra valider le bon fonctionnement à la remise en service.

**h) Périodes d'indisponibilités non prises en compte au Marché**

- Les périodes d'indisponibilité résultant de la malveillance prouvée par l'Entreprise par tout moyen (relevé de télésurveillance, dégradation constatée visuellement, etc...) et notifiée par écrit ou par mail au client, par l'Entreprise ;
- Les durées découlant d'une coupure de courant du réseau d'alimentation provoquée ou non par une défaillance du tableau électrique ascenseur ou de l'installation elle-même ;
- Les arrêts découlant d'une surcharge en cabine ne provenant pas d'un défaut de réglage de l'appareil ;
- Les périodes d'indisponibilité découlant des travaux commandés par **la CPAM du Finistère** et à sa charge sont neutralisées dans la limite des plannings contractuels acceptés.
- Les visites de maintenance préventive, de contrôles et de vérifications périodiques.

**4.6 - TÉLÉALARME - CENTRALE DE VEILLE**

#### **4.6.1. Généralités**

L'entreprise titulaire du marché devra assurer les prestations minimales suivantes :

- Réception des alarmes avec liaison bidirectionnelle permanente avec son centre d'intervention 24 HEURES SUR 24, 7 JOURS SUR 7, 365 JOURS PAR AN, compris leur conservation et archivage, pour transmission sur demande de **la CPAM du Finistère**.
- Réception & communication des alarmes 24 HEURES SUR 24, 7 JOURS SUR 7, 365 JOURS PAR AN, en cas d'enfermement des intervenants en cabine & en gaine
- Identification automatique par le service de réception de l'origine des appels
- Le rappel cabine pour indiquer que la communication est établie avec le technicien
- Intervention consécutive à la réception des messages pour assurer une éventuelle désincarcération dans le délai fixé à l'article 4.5
- L'auto contrôle (appel cyclique) de la liaison téléphonique et du bon fonctionnement du transmetteur (EN81-28:2018), notamment en cas de disparition des lignes téléphoniques (filaire ou GSM)
- Le test pour l'établissement d'une communication phonique effectué par le technicien depuis la cabine de l'ascenseur validant l'intervention de fin d'alarme et d'acquittement auprès de son centre de réception d'appel (EN81-28 :2018)
- L'abonnement téléphonique **GSM 4G** (le 3G est amené à disparaître) minimum auprès d'un opérateur M2M avec un réseau Multi-opérateur de préférence, permettant de couvrir le territoire sur sa plus large surface.
- L'enregistrement des communications avec sauvegarde pendant la durée d'une année.

Pour rappel, L'auto contrôle (appel cyclique) de la liaison téléphonique GSM et du bon fonctionnement du transmetteur (EN81-28:2018) est géré par le centre d'appel du titulaire **qui devra alerter systématiquement la disparation du signal GSM (Problème de de Carte SIM, de GSM, de téléalarme).**

#### **4.6.2. Prises en compte des appels téléphoniques**

**Les boîtes vocales sont strictement interdites, un opérateur devra répondre verbalement et systématiquement aux appels.**

La centrale de veille devra assurer la réception des demandes d'interventions par les appels téléphoniques aux conditions indiquées au point 4.6.1.

Il mettra à ce titre à la disposition de **la CPAM du Finistère** un numéro de téléphone unique et gratuit/non surtaxé.  
À titre informatif, les appels pourront provenir de différentes sources :

- Les usagers & le personnel de **la CPAM du Finistère**,
- Le service d'astreinte de **la CPAM du Finistère** (hors des horaires d'ouvertures),
- Tous utilisateurs et usagers

Pour rappel, les coordonnées des personnes appelantes seront demandées systématiquement par la centrale de réception des appels.

#### **4.6.3. Prise du marché**

Les ascenseurs sont équipés d'un système de téléalarme avec liaison phonique bidirectionnelle entre les cabines et la centrale de veille du titulaire actuel.

Les abonnements nécessaires et les consommations téléphoniques sont actuellement contractés par le titulaire actuel du précédent marché.

Le titulaire du présent marché fera son affaire des démarches et relations avec l'ancien prestataire pour garantir la continuité du service entre la prise d'effet du marché et la reprogrammation ou l'installation de nouvelles téléalarmes avec passerelle GSM.

La reprogrammation sera effectuée sous **1 Mois maximum** à compter de la prise en compte des appareils (date d'effet).

Les abonnements nécessaires et actuelles ainsi que les consommations téléphoniques seront à la charge de **l'ancien prestataire et facturé à la CPAM du Finistère pendant une période de 2 Mois maximum, le temps d'effectuer les**

démarches avec l'opérateur téléphoniques choisi par le nouveau prestataire et/ou d'installer les nouvelles passerelles GSM avec ou sans Téléalarme.

À l'issu du Marché, toutes les téléalarmes et passerelles GSM en place installées pour assurer la continuité de service seront la propriété exclusive de La CPAM du Finistère.

#### **4.6.4. Nouveaux appareils**

Sur les appareils rentrant dans le parc de la CPAM du Finistère (rachat, construction neuves ou réhabilitation de bâtiment) non équipés de téléalarme et d'alarme sonore sur le toit de cabine, et/ou équipés de téléalarme et d'alarme sonore Hors service et Non-conformes, et/ou Non reprogrammables, et/ou Non connues ou reconnues par la centrale de réception du titulaire, le titulaire doit mettre en place les moyens nécessaires afin d'assurer le service, le fonctionnement et l'alarme par la fourniture et pose d'une téléalarme à protocoles « ouvert » à 4 points conformes SAE, EN81-28 et EN 81-70 type Amphitech, ANEP BOX ou équivalent avec passerelle GSM « 4G » ainsi que la plaque d'instruction correspondante en cabine.

La téléalarme sera compatible avec tous les prestataires de réception d'appel et n'affectera pas le fonctionnement, en cas de remplacement, des autres équipements tels que la synthèse vocale, les pictogrammes Jaune/Vert, la boucle magnétique, les afficheurs, les Bips et tous les autres matériels.

#### **4.6.5. Dispositif de secours ERP et ERT (Règlement type J, U, AS3, etc..) et de sécurité contre les risques d'incendie et de panique**

Le titulaire doit signaler systématiquement sa présence dans l'établissement au PC sécurité ou à l'accueil.

Le prestataire titulaire du marché devra assurer les prestations minimales suivantes :

- Essai, contrôle, vérification et entretien de la NDNS (Non desserte des niveaux sinistrés), hors interface bâtiment SSI
- Essai, contrôle, vérification et entretien de l'alarme sonore ou phonique depuis l'intérieur de la cabine, au service de surveillance ou à un responsable désigné par l'exploitant, hors interface bâtiment et GTC
- Essai, contrôle, vérification et entretien du dispositif d'appel prioritaire pompier, pour certains types ERP ou appareils équipés, hors interface GTC
- Essai, contrôle, vérification et entretien du contact à clé PRIC cabine, hors clés supplémentaires
- Essai, contrôle, vérification et entretien de la trappe ou porte de secours cabine avec les serrures et contacts asservies à l'ascenseur, hors échelle.
- Essai, contrôle, vérification et entretien du dispositif d'extraction d'air en gainie ou machinerie

#### **4.6 SECURITE**

Le personnel du prestataire chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues au Décret **2008-291** du 28 mars 2008 modifiant le décret 2004-964 du 09 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation.

Le titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générale et particulière au bâtiment et à la CPAM du Finistère, et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son entreprise.

Il doit informer sans retard, la CPAM du Finistère de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité. (Monsieur BAOT : 02 98 35 53 25 ou Monsieur Bathany : 02 98 76 42 99).

#### **4.7 ETUDE DE SECURITE**



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

L'entreprise s'engage à réaliser à sa charge, une étude de sécurité spécifique dans les six semaines suivant la prise en charge des installations suivant la date de prise d'effet du marché conformément au **décret 2008-1325** du 15 Décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.

L'étude de sécurité spécifique est mise à jour, conformément à l'article R.4543-4 du **décret 2008-1325** du 15 Décembre 2008, dans un délai de six semaines, lorsque survient un événement susceptible d'affecter l'évaluation des risques.

Une fiche signalétique des risques est tenue en permanence à la disposition des travailleurs de l'entreprise intervenante dans le local de machinerie de l'ascenseur.

Le rapport de l'étude de sécurité spécifique sera transmis à la CPAM du Finistère, dans le mois suivant la date de réalisation de l'étude.

### 4.8 AMIANTE

#### a) Modalités d'intervention en cas de suspicion d'amiante ou de plomb

Le gestionnaire fournira au titulaire préalablement à son intervention l'ensemble des dossiers techniques amiante et repérages plomb en sa possession et prévus par la réglementation. Il communiquera notamment les DTA et tout rapport de repérages relatifs aux locaux concernés par le présent marché.

Le titulaire devra se conformer à la réglementation en vigueur en matière de gestion du risque amiante, et notamment les dispositions prévues dans le décret n°2012-639 du 04 Mai 2012.

Avant chaque intervention, le titulaire devra effectuer son analyse de risque.

Si, à l'issue de cette analyse de risque, le titulaire estime que son intervention est susceptible de libérer des fibres, il devra fournir au gestionnaire un mode opératoire dans lequel figureront notamment :

- La nature de l'intervention,
- Les matériaux concernés,
- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre,
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre,
- Les caractéristiques des équipements de protection individuels et collectifs, et de décontamination des travailleurs,
- Les caractéristiques des équipements de protection des personnes se trouvant à proximité de l'intervention,
- La procédure de décontamination des travailleurs et équipements,
- La procédure de gestion des déchets,
- Les durées et temps de travail prévus.

Le titulaire devra transmettre ce mode opératoire à l'inspection du travail, l'OPPBTP et aux services de prévention des organismes de sécurité sociale.

Si la durée prévisible de l'intervention est supérieure à 5 jours, le titulaire devra joindre à ce mode opératoire, les caractéristiques de l'intervention :

- Lieu, date de commencement, durée prévisible de l'intervention,
- Localisation de la zone à traiter, description du lieu d'intervention,
- Liste des dossiers techniques remis par le gestionnaire,
- Liste des travailleurs impliqués mentionnant les dates de délivrance des attestations de compétence des travailleurs et de visite médicale

Sur demande de l'inspection du travail, le titulaire pourra être amené à apporter des modifications à son mode opératoire à ses frais.

Le titulaire devra contrôler le niveau d'empoussièrement généré selon les modalités définies dans la réglementation en vigueur.

Si ce niveau est supérieur à celui estimé au cours de l'évaluation des risques, le titulaire devra obligatoirement prévenir le gestionnaire et suspendre son intervention. Il devra alors mettre en œuvre à ses frais les mesures de confinement et

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

de limitation de la diffusion de fibres d'amiante ad hoc, en attendant de redéfinir le mode opératoire adapté à mettre en œuvre.

Si ce niveau est supérieur au troisième niveau défini dans l'arrêté n°2012-639 du 04/05/2012, le titulaire devra également prévenir l'inspection du travail et les services de prévention des organismes de sécurité sociale.

### **b) Sécurisation et signalisation des zones d'intervention**

En cas d'intervention susceptible de libérer des fibres d'amiante ou de plomb, le titulaire devra prendre contact en temps utile avec les services techniques et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces prestations.

Il devra fournir et mettre en œuvre tous les moyens appropriés afin que la zone d'intervention soit balisée, signalée et rendue inaccessible aux personnes extérieures au chantier. Cette signalétique devra notamment mentionner :

- Le danger amiante,
- Les EPI obligatoires,
- L'interdiction d'accès à la zone au public,
- Le niveau d'empoussièrement estimé.

### **c) Gestions des déchets - Propreté**

Le titulaire doit procéder à la mise en décharge de tous les déchets générés par son activité sur le site du gestionnaire. Il en supporte tous les frais induits.

Ces déchets comprennent notamment :

- Les emballages des produits et matériels fournis par le titulaire,
- Les matériels ou produits usagés, remplacés ou déposés dans le cadre du présent marché,
- Les résidus des produits consommables utilisés,
- Les gravats.

Le titulaire a l'obligation de respecter la réglementation spécifique au traitement des déchets industriels. Il devra pouvoir justifier du respect de cette réglementation (traçabilité).

Il fournira à cet effet, les bordereaux de suivi de déchets.

Le titulaire doit également respecter la réglementation spécifique aux déchets amiantés.

Pour cela, au fur et à mesure de ses interventions, les déchets de toute nature susceptible de libérer des fibres d'amiante devront être conditionnés par le titulaire dans des emballages appropriés et fermés (avec apposition de l'étiquetage ad hoc) de manière à ne pas provoquer d'émission de poussière.

Le titulaire prendra à sa charge la gestion, le transport et l'élimination des déchets générés par ses interventions conformément à la réglementation en vigueur.

Selon le volume de déchets générés, soit il les fera enlever par un transporteur directement à partir du lieu du chantier, soit il assurera leur stockage provisoire dans ses propres locaux en attendant leur envoi en filière d'élimination.

Dans tous les cas, le titulaire devra faire remplir les BSDA au gestionnaire avant que les déchets ne quittent le site, et remettra au gestionnaire les BSDA intégralement remplis une fois les déchets pris en charge par le ou les centres d'élimination et de traitement.

La remise du ou des BSDA au gestionnaire conditionnera le paiement des 5 derniers % des prestations dues au titulaire.

Le titulaire prévoira les moyens de manutention pour l'évacuation des déchets : véhicules appropriés, transpalette, bacs de récupération pour huiles fréons...

## **ARTICLE 5. MODALITES D'INTERVENTION**

### **5.1 PLANNING**

L'entretien préventif des installations doit être effectué dans les jours ouvrés de 8h30 à 17h00.



## 5.2 MOYENS DE COMMUNICATION

Le prestataire titulaire devra être en possession de moyens de communication permettant de le contacter par la CPAM du Finistère.

Un numéro d'appel d'urgence devra être fourni par le prestataire dès la prise en charge des installations de sorte que celui-ci soit communiqué à la CPAM du Finistère.

Le titulaire devra obligatoirement mettre à disposition **un extranet** à la CPAM du Finistère.

Le prestataire titulaire s'engage à poser dans la semaine de la prise d'effet du présent marché, des étiquettes (une sur la porte palière du RDC et l'autre en cabine) comportant le numéro de l'installation et le numéro de dépannage.

Le Prestataire devra également indiquer les moyens de liaisons (véhicules radio, etc....) dont il est équipé pour répondre 24 heures / 24 et 7 jours / 7 aux obligations du marché.

## 5.3 INFORMATIONS AVANT INTERVENTIONS PREVENTIVES

Avant chaque **intervention préventive** (visites régulières du technicien d'entretien), la société de maintenance transmettra par message SMS ou par e-mail à la CPAM du Finistère, une date d'intervention par installation sur lequel il aura explicité l'objet de son intervention.

Un planning de prévision de visite d'intervention d'entretien annuel pourra substituer les informations d'avis de passage, en accord avec la CPAM du Finistère.

L'immobilisation sera signalée aux usagers par l'apposition d'une pancarte sur chaque porte palière pendant toute la durée de la visite périodique.

D'une manière générale, le prestataire s'engage à poser une affichette à l'extérieur de la cabine de chaque ascenseur, afin de prévenir les usagers de l'exécution de l'entretien périodique.

## 5.4 INFORMATIONS LORS DES MISES A L'ARRET

Après chaque intervention nécessitant une mise à l'arrêt de l'ascenseur, la société de maintenance transmettra **en temps réel par SMS ou mail** à la CPAM du Finistère, un rapport d'intervention sur lequel il sera détaillé l'objet de l'intervention, l'heure d'appel et l'heure d'arrivée sur site. Ce mail précisera également le délai de remise en service.

## 5.5 INFORMATIONS APRES INTERVENTIONS CORRECTIVES

Après chaque **intervention corrective**, la société de maintenance transmettra par mail à la CPAM du Finistère, un rapport d'intervention sur lequel il aura explicité l'objet de son intervention ainsi que l'heure d'arrivée et l'heure de remise en service de l'appareil.

## 5.6 NETTOYAGE

Après toutes interventions (entretien ou travaux), le prestataire veillera à maintenir les alentours des appareils dans le même état de propreté qu'il les a trouvés en commençant son intervention.

En cas d'altération excessive de la propreté des communs par le titulaire, il devra à ses frais, nettoyer la partie en question. La CPAM du Finistère sera seule juge de l'aspect excessif des dégradations.

# ARTICLE 6. RAPPORT D'ACTIVITE

## 6.1 CARNET D'ENTRETIEN

Le prestataire devra tenir à jour l'historique des interventions réalisées sur les installations dans un carnet d'entretien.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

Ce carnet d'entretien comportera les informations suivantes :

- Pour chaque visite, opérations et interventions :
  - Adresse de l'installation
  - La date de l'intervention, les heures d'arrivée et de départ
  - Noms et signatures des techniciens qui sont intervenus
  - Nature des interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien
- En complément, pour chaque appel :
 

<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Date et heure de l'appel</li> <li>▪ Objet de l'appel</li> <li>▪ Nom de la personne ayant appelé</li> <li>▪ Nature de la panne :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Description de la panne</li> <li>▪ Solution mise en œuvre</li> <li>▪ Date et heure de remise en service</li> </ul>
---	---

  - \* Technique - \*Malveillance
  - \* Vandalisme - \* Pas de panne à l'arrivée

Le carnet d'entretien **doit être mis à jour** lors de chaque visite et de chaque intervention de dépannage.

Les carnets d'entretien seront sous forme ***de carnet papier*** situés en machinerie ou dans l'armoire de commande pour les ascenseurs sans machinerie et sous forme ***informatique*** situé chez le titulaire du présent marché et sera consultable à chaque demande de la CPAM du Finistère.

En complément, le prestataire devra être en mesure de le transmettre par mail, dans l'heure suivant la demande de la CPAM du Finistère.

### 6.2 RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL

**Annuellement**, le prestataire transmettra à la CPAM du Finistère ou à un tiers désigné par celui-ci, un rapport d'activité.

Le prestataire devra être en mesure de le transmettre par mail.

Ce rapport d'activité précisera pour chaque appareil :

- Le taux d'appels pour l'année passée
- Les observations et l'analyse de ce taux d'appels et de son évolution
- Les préconisations de travaux pour chaque appareil
- Le montant engagé au titre de l'article 4.3.2 (réparations des pièces importantes) ou au titre des travaux hors marché

Pour chaque appareil, le prestataire pourra transmettre le carnet d'entretien, avec l'historique des appels et interventions sur 1 an.

**Annuellement**, une analyse contradictoire s'effectuera entre le titulaire du marché et la CPAM du Finistère ou à un tiers désigné par celui-ci, sur la base de ce rapport d'activité annuel.

Le titulaire renseignera les travaux de maintenance annuelle sur chacun des ascenseurs.

### ARTICLE 7. VERIFICATIONS TECHNIQUES ET DIAGNOSTICS

La CPAM du Finistère peut à tout moment procéder ou faire procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler, repérer ou diagnostiquer, à ses frais par un organisme technique ou de repérage, les appareils concernés par le présent marché.

Les contrôles prévus annuellement sont au minimum de :

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

- 2 visites semestrielles des suspentes en fonction des établissements
- 1 Vérification périodique des installations d'ascenseurs, monte-charge et élévateur de personnes.

Les contrôles prévus tous les cinq ans sont au minimum de :

- 1 Vérification réglementaire des ascenseurs en exploitation dans les établissements recevant du public du premier groupe.
- 1 Contrôle technique quinquennal pour la sécurité des ascenseurs existants comme définis au Décret N°2012-674 du 7 Mai 2012 et à l'arrêté du 7 Aout 2012.

Pour ce faire (visites annuelles ou quinquennales), le titulaire sera prévenu au minimum 1 semaine avant la date de la visite prévue. Dans le meilleur des cas, ces visites pourront être planifiées en même temps que les visites de maintenance du titulaire en commun accord avec le contrôleur.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à :

- Être représenté lors de ces visites réalisées par un expert à la demande du propriétaire. L'accompagnement pour toutes ces vérifications est à la charge du titulaire du présent marché.
- Fournir les éléments obligatoires pour les CTQ SAE suivant la demande du Maître d'ouvrage ou du Contrôleur comme le dossier technique comportant les caractéristiques principales de l'installation, s'il existe ainsi que :
  - La dernière étude de sécurité prévue par le décret n°2008-1325
  - Le cas échéant, le rapport de vérification établi après toute transformation ou modification importante de l'installation
  - Le carnet d'entretien prévu à l'article R.125-2-1 du code de la construction et de l'habitation
  - Le cas échéant, le rapport de la personne qui a effectué le précédent contrôle technique

Les diagnostics de repérage de matériel amiantés à chaque programme de travaux autant de fois que nécessaire.

En cas d'absence à un rendez-vous planifié et validé avec l'organisme de contrôle, le titulaire prendra à sa charge le coût de la visite supplémentaire nécessaire à la réalisation de l'ensemble des essais.

Ces contrôles et vérifications ne dégagent en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

Si ces vérifications ou les contrôles techniques obligatoires mentionnés à l'article R 125-2-7 du décret du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs démontraient des défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement des appareils ou que les opérations d'entretien n'ont pas été effectuées conformément au marché, le titulaire serait tenu de prendre les mesures nécessaires pour supprimer ces défauts sans supplément de prix, et rembourserait au propriétaire les honoraires des organismes contrôleurs engagés.

Pour les toutes réserves émises par un organisme de contrôle ou d'un tiers mandaté par La CPAM du Finistère, le titulaire serait tenu de prendre les mesures nécessaires pour supprimer ces défauts et ces réserves sans supplément de prix dans un délai de :

- 24h00 pour toutes réserves concernant la sécurité des usagers ou des intervenants
- 3 mois maximum pour toutes les autres réserves.

Le prestataire de maintenance doit également l'accompagnement des diagnostics de repérage de matériel amiantés ou plomb à chaque programme de travaux autant de fois que nécessaire.

Le titulaire de maintenance aura accès à l'outil informatique, plateforme ou site internet du contrôleur ou diagnostiqueur pour consulter, télécharger et traiter les réserves de maintenance. **La saisie des opérations de levées de réserves** sera à effectuer par l'entreprise obligatoirement **sur le site ou support mis à disposition**.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer en plus les pénalités prévues au CCAP.

## ARTICLE 8. SUIVI DE LA MAINTENANCE

**La CPAM du Finistère** peut à tout moment faire procéder à une vérification technique des appareils concernés par le présent marché.

En cas de réserves constatées, le titulaire devra engager les actions correctives dans un délai de 3 mois maximum pour les réserves de maintenance et de **24H00** pour les réserves concernant la sécurité.

Le titulaire devra mettre à jour en temps réel, la levée des réserves sur l'outil informatique mis à sa disposition par le diagnostiquer.

Ce support accessible par l'ascensoriste et le maître d'ouvrage en temps réel permettra de quantifier et de mesurer les respects des délais et des observations à traiter.

En complément, le titulaire devra transmettre à **La CPAM du Finistère**, dans les quinze jours suivant la fin des levées des réserves, Une attestation de levée de réserves obligatoire par appareil émanant, soit du site mis à disposition ou rédiger par l'ascensoriste directement sur les installations dont le titulaire est attributaire.

Le propriétaire se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au CCAP.

L'entreprise soumissionnaire **renseignera dans le mémoire technique** son organisation pour assurer la formation au sein de son entreprise et son programme de formation annuel pour les techniciens intervenants.

J'accepte, après en avoir pris connaissance, les conditions du présent CCTP.

J'accepte, après en avoir pris connaissance, les conditions du présent marché.

la CPAM du Finistère :

NOM :

QUALITE :

à :

LE :

Signature et cachet

L'Entreprise :

NOM :

QUALITE :

à :

LE :

Signature et cachet

ARTICLE 9. ANNEXE 1

LISTE DES APPAREILS

N°	ADRESSE	VILLE	N° APPAREIL	FABRICANT / TYPE	CHARGE	NOMBRE DE NIVEAUX	ANNEE DE MISE EN SERVICE
1	CPAM 1. Rue de Savoie – Asc. A (Gauche)	Brest	11616702	KONE MONOSPACE700	Asc. 1000 Kg – TRIPLEX Manœuvre à destination	12	2013
2	CPAM 1. Rue de Savoie – Asc. B (Central)	Brest	11616703	KONE MONOSPACE700	Asc. 1000 Kg – TRIPLEX Manœuvre à destination	12	2013
3	CPAM 1. Rue de Savoie – Asc. C (Droit)	Brest	11616704	KONE MONOSPACE700	Asc. 1000 Kg – TRIPLEX Manœuvre à destination	12	2013
4	CPAM 1. Rue de Savoie – Mc. Non accompagné Droit	Brest	11268596	WESTINGHOUSE	Mc. 100 Kg	11	1980
5	CPAM 1. Rue de Savoie – Mc. Non accompagné Gauche	Brest	11276006	WESTINGHOUSE	Mc. 100 Kg	11	1980
6	CPAM 36. Rue de Brest – Mc. Non accompagné	Morlaix	11276007	WESTINGHOUSE	Mc. 100 Kg	4	1980
7	CPAM DU FINISTERE 18. Rue de la République Ascenseur Service Médical	Quimper	43033352	KONE MONOSPACE500	Asc. 1000 Kg	4	2017
8	CPAM DU FINISTERE 18. Rue de la République Ascenseur URSAFF	Quimper	43033353	KONE MONOSPACE500	Asc. 630 Kg	7	2017
9	CPAM DU FINISTERE 18. Rue de la République Ascenseur Chaufferie	Quimper	43033354	KONE MONOSPACE500	Asc. 1000 Kg	8	2017
10	CPAM DU FINISTERE 18. Rue de la République Ascenseur Entrée personnel	Quimper	43033355	KONE MONOSPACE500	Asc. 630 Kg	8	2017

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP  
MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES  
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

ARTICLE 10. ANNEXE 2

J.O n° 211 du 10 septembre 2004 page 15966  
texte n° 19

Décrets, arrêtés, circulaires  
Textes généraux  
Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale

Décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'Habitation

NOR : SOCU0410773D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Vu la directive 98/34/CE du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementation techniques, modifiée par la directive 98/48/CE du 20 juillet 1998 ;

Vu le code de la construction et de l'Habitation ;

Vu le code pénal ;

Vu le décret n° 95-826 du 30 juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de véhicules, notamment son article 9 ;

Vu le décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1

La première section du chapitre V du titre II du livre Ier du code de la construction et de l'Habitation, intitulée « Sécurité des ascenseurs », est composée de trois sous-sections intitulées respectivement : « Mise en sécurité des ascenseurs », « Entretien et contrôle technique » et « Droit d'information des occupants d'immeubles », comprenant les articles R. 125-1 à R. 125-2-8 ainsi rédigés :

« Sous-section 1  
« Mise en sécurité des ascenseurs

« Art. R. 125-1. - Les ascenseurs auxquels s'appliquent les dispositions de la présente section sont les appareils qui desservent de manière permanente les niveaux de bâtiments et de constructions à l'aide d'une cabine qui se déplace le long de guides rigides dont l'inclinaison sur l'horizontale est supérieure à 15 degrés et qui est destinée au transport soit de personnes, soit de personnes et d'objets, soit uniquement d'objets dès lors qu'elle est accessible sans difficulté à une personne et qu'elle est équipée d'éléments de commande situés à l'intérieur ou à portée de la personne qui s'y trouve.

Sont également regardés comme des ascenseurs les appareils qui se déplacent selon une course parfaitement fixée dans l'espace, même s'ils ne se déplacent pas le long de guides rigides, notamment les ascenseurs guidés par des ciseaux.

« Art. R. 125-1-1. - La sécurité d'un ascenseur consiste à assurer :

- « 1. La fermeture des portes palières ;
- « 2. L'accès sans danger des personnes à la cabine ;
- « 3. La protection des utilisateurs contre les chocs provoqués par la fermeture des portes ;
- « 4. La prévention des risques de chute et d'écrasement de la cabine ;
- « 5. La protection contre les dérèglements de la vitesse de la cabine ;

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

- « 6. La mise à la disposition des utilisateurs de moyens d'alerte et de communication avec un service d'intervention ;
  - « 7. La protection des circuits électriques de l'installation ;
  - « 8. L'accès sans danger des personnels d'intervention aux locaux des machines, aux équipements associés et aux espaces parcourus par la cabine ;
  - « 9. L'impossibilité pour toute personne autre que les personnels d'intervention d'accéder aux locaux des machines, aux équipements associés et aux espaces parcourus par la cabine.
- « La réalisation de ces objectifs de sécurité repose, pour les ascenseurs installés après le 27 août 2000, sur le respect des exigences essentielles de sécurité prévues à l'article 3 du décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et, pour les autres ascenseurs, sur la mise en oeuvre des dispositifs ou des mesures équivalentes prévues aux articles R. 125-1-2 et R. 125-1-3, ainsi que, pour l'ensemble des ascenseurs, sur le respect des obligations d'entretien prévues aux articles R. 125-2 à R. 125-2-6.
- « Art. R. 125-1-2. - Le propriétaire d'un ascenseur installé avant le 27 août 2000 qui ne répond pas aux objectifs de sécurité mentionnés à l'article R. 125-1-1 met en place les dispositifs de sécurité suivants :
- « I. - Avant le 3 juillet 2008 :
- « 1. Des serrures munies de dispositifs de contrôle de la fermeture et du verrouillage des portes palières ;
  - « 2. Lorsqu'il est nécessaire de prévenir des actes de nature à porter atteinte au verrouillage de la porte palière, un dispositif empêchant ou limitant de tels actes ;
  - « 3. Un dispositif de détection de la présence des personnes destiné à les protéger contre le choc des portes coulissantes lors de leur fermeture ;
  - « 4. La clôture de la gaine d'ascenseur empêchant l'accès à cette gaine et aux éléments de déverrouillage des serrures de porte palière
  - « 5. Pour les ascenseurs électriques, un parachute de cabine et un limiteur de vitesse en descente ;
  - « 6. Un dispositif destiné à éviter toute chute en gaine lorsque la cabine est immobilisée en dehors de la zone de déverrouillage ;
  - « 7. Une commande de manoeuvre d'inspection et d'arrêt de la cabine en vue de protéger les personnels d'intervention opérant sur le toit de la cabine, en gaine ou en cuvette ;
  - « 8. Des dispositifs permettant aux personnels d'intervention d'accéder sans danger aux locaux de machines ou de poulies ;
  - « 9. Un système de verrouillage des portes et portillons destinés à la visite technique de la gaine et de la cuvette ainsi que des portes de secours, avec une commande automatique de l'arrêt de l'ascenseur lors de l'ouverture de ces portes et portillons par les personnels d'intervention.
- « II. - Avant le 3 juillet 2013 :
- « 1. Dans les ascenseurs installés avant le 1er janvier 1983, un système de contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau de la cabine de nature à assurer, à tous les niveaux desservis, un accès sans danger ainsi que l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite ;
  - « 2. Un système de téléalarme entre la cabine et un service d'intervention et un éclairage de secours en cabine ;
  - « 3. Une résistance mécanique suffisante des portes palières lorsqu'elles comportent un vitrage ;
  - « 4. Pour les ascenseurs hydrauliques, un système de prévention des risques de chute libre, de dérive et d'excès de vitesse de la cabine ;
  - « 5. Une protection avec marquage ou signalisation éliminant le risque de contact direct des personnels d'intervention avec des composants ou conducteurs nus sous tension, dans les armoires de commande, les armoires électriques et les tableaux d'arrivée de courant ;
  - « 6. Un dispositif de protection des personnels d'intervention contre le risque de happement par les organes mobiles de transmission, notamment les poulies, câbles ou courroies ;
  - « 7. Un éclairage fixe du local de machines ou de poulies assurant un éclairage suffisant des zones de travail et de circulation.
- « III. - Avant le 3 juillet 2018 :
- « 1. Dans les ascenseurs installés après le 31 décembre 1982, un système de contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau de la cabine pour assurer, à tous les niveaux desservis, un accès sans danger ainsi que l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite ;
  - « 2. Dans les ascenseurs électriques à adhérence, un système de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée.
- « Un arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'industrie précise, en fonction des caractéristiques des installations, les prescriptions techniques relatives à ces dispositifs.
- « Art. R. 125-1-3. - A la place de tout ou partie des dispositifs de sécurité mentionnés à l'article R. 125-1-2, le propriétaire d'un ascenseur peut mettre en oeuvre des mesures équivalentes si celles-ci ont préalablement obtenu l'accord d'une personne remplissant les conditions prévues à l'article R. 125-2-5. Cet accord, formulé par écrit et assorti d'une analyse de risques établissant que l'ascenseur satisfait aux exigences de sécurité mentionnées à l'article R. 125-1-1, est remis au propriétaire.
- « Art. R. 125-1-4. - Lorsqu'il estime que les caractéristiques de l'ascenseur font obstacle à la mise en oeuvre d'un des dispositifs prévus à l'article R. 125-1-2 ou d'une mesure équivalente au sens de l'article R. 125-1-3, le propriétaire fait réaliser une expertise technique par une personne relevant de l'une des catégories mentionnées au I de l'article R. 125-2-5. Cette personne donne son avis sur l'impossibilité alléguée et, le cas échéant, sur les mesures compensatoires que le propriétaire prévoit de mettre en oeuvre pour tenir compte des objectifs de sécurité définis à l'article R. 125-1-1.
- « Le propriétaire recourt à la même procédure s'il estime que la mise en oeuvre d'un des dispositifs prévus à l'article R. 125-1-2 serait de nature à faire obstacle à l'accès des personnes handicapées ou à mobilité réduite ou à porter atteinte à la conservation du patrimoine historique que

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

représentent l'immeuble ou certains de ses éléments ayant une valeur artistique ou technique remarquable.

« Le propriétaire met en oeuvre la procédure d'expertise technique et, s'il y a lieu, les mesures compensatoires, dans les délais prévus à l'article R. 125-1-2 pour les dispositifs qu'elles remplacent.

### Sous-section 2

#### « Entretien et contrôle technique »

« Art. R. 125-2. - L'entretien d'un ascenseur a pour objet d'assurer son bon fonctionnement et de maintenir le niveau de sécurité

résultant de l'application du décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ou de l'application des articles R. 125-1-2 à R. 125-1-4.

« A cet effet, le propriétaire d'une installation d'ascenseur prend les dispositions minimales suivantes :

« 1° Opérations et vérifications périodiques :

« a) Une visite toutes les six semaines en vue de surveiller le fonctionnement de l'installation et effectuer les réglages nécessaires ;

« b) La vérification toutes les six semaines de l'efficacité des serrures des portes palières et, s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières ;

« c) L'examen semestriel du bon état des câbles et la vérification annuelle des parachutes ;

« d) Le nettoyage annuel de la cuvette de l'installation, du toit de cabine et du local des machines ;

« e) La lubrification et le nettoyage des pièces ;

« 2° Opérations occasionnelles :

« a) La réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent pas être réparées, des petites pièces de l'installation présentant des signes d'usure excessive ;

« b) Les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repérés le contrôle technique mentionné à l'article R. 125-2-7 ;

« c) En cas d'incident, les interventions pour dégager des personnes bloquées en cabine ainsi que le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l'ascenseur.

« En outre, lorsque des pièces importantes de l'installation, autres que celles mentionnées au a du 2°, sont usées, le propriétaire fait procéder à leur réparation ou à leur remplacement si elles ne peuvent pas être réparées.

« Art. R. 125-2-1. - I. - Le propriétaire passe un marché d'entretien écrit avec une entreprise dont le personnel chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à l'article 9 du décret n° 95-826 du 30 juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de véhicules.

« Le marché comporte les clauses minimales suivantes :

« a) L'exécution des obligations prescrites à l'article R. 125-2, exception faite de son dernier alinéa ;

« b) La durée du marché, qui ne peut être inférieure à un an, les modalités de sa reconduction ou de sa résiliation ;

« c) Les conditions de disponibilité et de fourniture des pièces de rechange, et l'indication du délai garanti pour le remplacement des pièces mentionnées au a du 2° de l'article R. 125-2 ;

« d) La description, établie contradictoirement, de l'état initial de l'installation ;

« e) La mise à jour du carnet d'entretien ;

« f) Les garanties apportées par les marchés d'assurances de l'entreprise d'entretien ;

« g) Les pénalités encourues en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations contractuelles ainsi que les modalités de règlement des litiges ;



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

« h) Les conditions et modalités de recours éventuel à des sous-traitants ;

« i) Les conditions dans lesquelles peuvent être passés des avenants ;

« j) La formule détaillée de révision des prix.

« II. - Lors de la signature du marché, le propriétaire remet à l'entreprise la notice des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de l'ascenseur. Cette notice comporte une description des caractéristiques de l'installation. A défaut, l'entreprise élabore ce document. En fin de marché, la notice d'instructions est remise au propriétaire.

« Lors de la signature du marché, l'entreprise remet au propriétaire, à titre d'information, un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien.

« III. - Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du marché d'entretien font l'objet de comptes rendus dans un carnet d'entretien tenu à jour. En outre, l'entreprise remet au propriétaire un rapport annuel d'activité.

« IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'industrie établit la liste des petites pièces mentionnées au a du 2° de l'article R. 125-2-1 et précise, en tant que de besoin, le contenu des dispositions minimales d'entretien ainsi que les modalités de tenue du carnet d'entretien.

« Art. R. 125-2-2. - Lorsque le marché d'entretien comporte, outre les clauses minimales mentionnées à l'article R. 125-2-1, une clause

de réparation et de remplacement de pièces importantes, il fait apparaître distinctement les délais d'intervention et la rémunération prévus pour cette prestation.

« Art. R. 125-2-3. - Lorsque le propriétaire ne recourt pas à un prestataire de services mais décide d'assurer par ses propres moyens l'entretien de l'ascenseur, il est tenu au respect des prescriptions de l'article R. 125-2. Il tient à jour le carnet d'entretien et établit un rapport annuel d'activité dans les conditions fixées au III de l'article R. 125-2-1.

« Le personnel qu'il emploie pour l'exercice de cette mission doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à l'article 9 du décret n° 95-826 du 30 juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de véhicules.

« Art. R. 125-2-4. - Le propriétaire d'un ascenseur est tenu de faire réaliser tous les cinq ans un contrôle technique de son installation.

« Le contrôle technique a pour objet :

« a) De vérifier que les appareils auxquels s'applique le décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs sont équipés des dispositifs prévus par ce décret et que ceux-ci sont en bon état ;

« b) De vérifier que les appareils qui n'entrent pas dans le champ d'application du décret du 24 août 2000 susmentionné, sont équipés des dispositifs de sécurité prévus par les articles R. 125-1-1 et R. 125-1-2 et que ces dispositifs sont en bon état, ou que les mesures équivalentes ou prévues à l'article R. 125-1-3 sont effectivement mises en oeuvre ;

« c) De repérer tout défaut présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil.

« Art. R. 125-2-5. - I. - Pour réaliser le contrôle technique prévu à l'article R. 125-2-4, le propriétaire fait appel, à son choix :

« a) A un contrôleur technique au sens de l'article L. 111-23 qui bénéficie d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les ascenseurs ;

« b) A un organisme habilité dans un des Etats membres de l'Union européenne ou dans l'un des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, chargé d'effectuer l'évaluation de la conformité d'ascenseurs soumis au marquage CE et répondant aux critères de l'annexe VII du décret du 24 août 2000 susmentionné ;

« c) A une personne morale employant des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;

« d) A une personne physique titulaire d'une certification délivrée dans les conditions prévues au c.

« Pour l'application des c et d ci-dessus, la certification des compétences est délivrée en fonction de critères de connaissances techniques, d'expérience professionnelle et d'aptitude au contrôle technique dans le domaine des ascenseurs, définis par arrêté du ministre chargé de la construction.

« II. - La personne chargée du contrôle technique remet au propriétaire un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 125-2-3.

« III. - Le propriétaire d'ascenseur tient à la disposition de la personne chargée du contrôle technique le carnet d'entretien et le rapport annuel prévus à l'article R. 125-2-1.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

« Art. R. 125-2-6. - La personne qui effectue le contrôle technique établit un rapport indiquant les opérations réalisées et, le cas échéant, les défauts repérés. Dans le mois suivant la fin de l'intervention, elle remet ce rapport au propriétaire.

« Celui-ci transmet le rapport à l'entreprise ou à la personne chargée de l'entretien de l'ascenseur et, si des travaux sont rendus nécessaires, aux personnes chargées de leur conception et de leur exécution.

« Un arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'industrie précise, en tant que de besoin, la nature des mesures de contrôle à effectuer et les modalités d'établissement du rapport de contrôle.

### « Sous-section 3

#### « Droit d'information des occupants d'immeubles

« Art. R. 125-2-7. - Toute personne disposant d'un titre d'occupation dans un immeuble comportant un ascenseur a le droit de consulter, dans les locaux du siège social ou du domicile du propriétaire ou dans ceux de son représentant, le rapport du contrôle technique.

« Sur sa demande et à ses frais, elle reçoit du propriétaire la copie écrite de ces documents.

« Art. R. 125-2-8. - En cas de méconnaissance des prescriptions relatives à la mise en place des dispositifs de sécurité et des mesures équivalentes ou compensatoires prévus aux articles R. 125-1-2 à R. 125-1-4, le juge des référés du tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'immeuble peut être saisi afin d'ordonner, éventuellement sous astreinte, la mise en conformité des ascenseurs.

« Il peut également lui être demandé d'ordonner le respect des obligations d'entretien, de contrôle technique et d'information prévues par les articles R. 125-2 à R. 125-2-7. »

### Article 2

Dans le titre V du livre Ier du code de la construction et de l'Habitation, le chapitre II « Sanctions pénales » est ainsi modifié :

I. - Les sections première, II et III deviennent respectivement les sections II, III et IV.

II. - Les articles R. 152-1 à R. 152-8 deviennent les articles R. 152-3 à R. 152-10.

III. - Il est créé une section première, intitulée « Sécurité des ascenseurs », comprenant les articles R. 152-1 et R. 152-2 ainsi rédigés :

« Art. R. 152-1. - I. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait pour une personne, propriétaire d'ascenseur :

« 1° De ne pas mettre en place les dispositifs de sécurité prévus à l'article R. 125-1-2 ou les mesures équivalentes prévues à l'article R. 125-1-3, sauf dans les cas prévus à l'article R. 125-1-4 ;

« 2° Dans les cas prévus à l'article R. 125-1-4, de ne pas faire réaliser l'expertise technique ;

« 3° De ne pas souscrire un marché d'entretien conformément à l'article R. 125-2-1 ou, à défaut, ne pas assurer par ses propres moyens l'entretien de l'ascenseur conformément aux articles R. 125-2 et R. 125-2-3 ;

« 4° De ne pas faire procéder au contrôle technique dans les conditions prévues aux articles R. 125-2-4 et R. 125-2-5.

« II. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait pour une personne, prestataire de services chargée de l'entretien de l'installation :

« 1° D'effectuer l'entretien de l'installation sans marché d'entretien écrit, exception faite du cas prévu à l'article R. 125-2-3 ;

« 2° De conclure un marché d'entretien ne comportant pas chacune des clauses minimales énumérées à l'article R. 125-2-1 ;

« 3° De recourir, pour l'exécution du marché d'entretien, à une personne n'ayant pas la qualification exigée par l'article R. 125-2-1.

« III. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait pour une personne, chargée du contrôle technique d'un ascenseur :

« 1° De ne pas effectuer les vérifications nécessaires prévues à l'article R. 125-2-4 ;

« 2° De ne pas avoir la qualification exigée par l'article R. 125-2-5 ;

« 3° De ne pas respecter les incompatibilités prévues au deuxième alinéa de l'article L. 125-2-3.

« Art. R. 152-2. - Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

pénal, des infractions définies à l'article R. 152-1.

« La peine encourue par les personnes morales est l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-41 du code pénal. »

### Article 3

Dans l'article R. 161-2 du code de la construction et de l'Habitation, les mots : « à l'exception des articles R. 111-24 à R. 111-28 et R. 131-19 à R. 131-23 » sont remplacés par les mots : « à l'exception des articles R. 111-24 à R. 111-28, R. 125-1 à R. 125-2-8, R. 131-19 à R. 131-23, R. 152-1 et R. 152-2 ».

### Article 4

I. - Lorsqu'un marché d'entretien d'ascenseur en cours à la date de publication du présent décret arrive à échéance après le 30 septembre 2005, les dispositions de l'article R. 125-2-1 sont applicables au renouvellement du marché.

Tout marché d'entretien conclu après la publication du présent décret doit être conforme aux dispositions de l'article R. 125-2-1 ou mis en conformité avec ces dispositions au plus tard le 30 septembre 2005.

II. - Le propriétaire qui assure par ses propres moyens l'entretien d'un ascenseur est tenu de respecter les obligations prévues aux articles R. 125-2 et R. 125-2-3 au plus tard le 30 septembre 2004.

III. - Le premier contrôle technique intervient au plus tard le 3 juillet 2009 pour les ascenseurs installés avant le 3 juillet 2003.

### Article 5

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre délégué à l'industrie et le secrétaire d'Etat au logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 septembre 2004.

Jean-Pierre Raffarin

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'emploi, du travail

et de la cohésion sociale,

Jean-Louis Borloo

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,

des finances et de l'industrie,

Nicolas Sarkozy

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Dominique Perben

Le ministre délégué à l'industrie,

Patrick Devedjian

Le secrétaire d'Etat au logement,

Marc-Philippe Daubresse

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP  
MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES  
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE**

J.O n° 277 du 28 novembre 2004 page 20222 texte n° 23

**Décrets, arrêtés, circulaires**

**Textes généraux**

**Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale**

**Logement et ville**

Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs

NOR : LOGU0411016A

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'emploi du travail et de la cohésion sociale, le ministre délégué à l'industrie et le ministre délégué au logement et à la ville,

Vu le code de la construction et de l'Habitation, notamment ses articles R. 125-2, R. 125-2-1, R. 125-2-2 et R. 125-2-3 ;

Vu le décret n° 2001-477 du 30 mai 2001 fixant le contenu du carnet d'entretien de l'immeuble prévu par l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'Habitation ;

Vu l'arrêté du 11 mars 1977 relatif aux conditions d'entretien normalisé des ascenseurs et monte-charge,

Arrêtent :

**Article 1**

L'entretien des ascenseurs visé à l'article R. 125-2 du code de la construction et de l'Habitation comprend obligatoirement la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou usées. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant.

Dans le cas d'un entretien confié par marché à une entreprise, l'adaptation de pièces sur l'installation, si elle est nécessaire, relèvera de la responsabilité de l'entreprise chargée de l'entretien.

**Article 2**

Les opérations d'entretien des installations d'ascenseurs et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'installation, de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs.

Elles sont précisées par l'entreprise d'entretien dans le plan d'entretien mentionné à l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'Habitation.

L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut être supérieur à six semaines.

Les opérations minimales d'entretien à effectuer, prévues à l'article R. 125-2 et au IV du R. 125-2-1 du code de la construction et de l'Habitation, sont détaillées en annexe du présent arrêté ainsi que les périodicités minimales de mise en oeuvre à respecter.

**Article 3**

Le marché d'entretien est conclu pour une période d'un an minimum.

Conformément au décret du 30 mai 2001 susvisé, les références du marché d'entretien de l'ascenseur ainsi que la date d'échéance de ce marché doivent être inscrites dans le carnet d'entretien de l'immeuble en copropriété.

Les fréquences des visites d'entretien sont définies dans le marché d'entretien.

**Article 4**

En cas de changement de prestataire, un état des lieux initial et contradictoire de l'installation doit être dressé entre le propriétaire et le nouveau prestataire et annexé au nouveau marché.

**Article 5**

Le titulaire du marché d'entretien assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers ;

- à ses biens, à ceux du propriétaire ou à ceux de tiers.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

L'entreprise doit avoir souscrit un marché d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au propriétaire à l'occasion des interventions.

Elle doit produire, à toute demande de la personne signataire du marché, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

Les factures d'entretien doivent mentionner les références de la police d'assurance souscrite par l'entreprise d'entretien et ses dates de prise d'effet et d'expiration.

### Article 6

Aucune sous-traitance partielle ou totale du marché d'entretien n'est admise sans l'accord préalable écrit du propriétaire.

En cas d'accord de ce dernier la responsabilité de l'entreprise reste entière pour les travaux sous-traités.

### Article 7

Toute modification du marché d'entretien doit faire l'objet d'un avenant.

### Article 8

Les pièces de l'installation d'ascenseur, mentionnées à l'article R. 125-2 du code de la construction et de l'Habitation, dont l'entretien, la réparation ou le remplacement font partie des clauses minimales du marché d'entretien visé à l'article R. 125-2-1 de ce même code, sont les suivantes :

Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.

Paliers : ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

Machinerie : balais du moteur et tous fusibles.

Gaine : coulisseaux de contrepoids.

Eclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

La réparation ou le remplacement des pièces citées ci-dessus incombe à l'entreprise titulaire du marché d'entretien lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses.

### Article 9

Les prestations suivantes ne sont pas comprises dans les clauses minimales du marché d'entretien visé à l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'Habitation :

- le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien ;
- les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur
- le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine ;
- les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

### Article 10

Les éléments de révision de prix convenus au marché d'entretien doivent être explicites et illustrés par une application chiffrée.

Les factures appliquant la formule de révision du prix doivent préciser et justifier les éléments de calcul de façon à permettre au propriétaire de contrôler que les modifications appliquées sont conformes aux clauses du marché.

La révision des prix prend effet à la date anniversaire du marché ou bien à une autre date choisie par les contractants.

La date de révision des prix doit dans tous les cas figurer explicitement dans les marchés.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

### Article 11

La date de la visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms et signatures des techniciens qui sont intervenus doivent être portés sur le carnet d'entretien prévu par l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'Habitation.

Ce dernier doit comporter de plus obligatoirement les informations suivantes :

- nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien ;
- date et cause des incidents, et réparations effectuées au titre de dépannage.

Le carnet d'entretien doit être mis à la disposition du propriétaire de l'appareil sous une forme et dans un endroit précisé dans le marché d'entretien.

Le carnet d'entretien doit être mis à jour lors de chaque visite et de chaque intervention de dépannage. Au cas où l'appareil comporte un dispositif permettant de reconstituer l'historique des opérations d'entretien, le propriétaire de l'appareil doit pouvoir avoir accès à ces informations sans surcoût.

### Article 12

Les interventions en vue du dépannage des installations doivent être effectuées quel que soit le jour, ouvrable ou non.

Le déblocage des personnes bloquées en cabine doit être prévu 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

Tous les marchés d'entretien doivent comporter obligatoirement une clause relative aux délais de déblocage des personnes, de dépannage et de remise en service ainsi qu'une clause relative à l'information des utilisateurs lors de ces pannes.

En aucun cas une intervention de dépannage seule ne peut tenir lieu de visite d'entretien.

### Article 13

Les marchés d'entretien ne peuvent déroger aux règles légales de compétences des juridictions.

### Article 14

L'arrêté du 11 mars 1977 relatif aux conditions d'entretien normalisées des ascenseurs et monte-charge est abrogé, pour la seule partie concernant l'entretien des ascenseurs. Les dispositions contractuelles en vigueur relatives à l'entretien d'un ascenseur que vise cet arrêté restent applicables selon les dispositions de l'article 4 du décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'Habitation.

### Article 15

Le directeur général de l'industrie, des technologies de l'information et des postes et le directeur général de l'urbanisme, de l'RESIDENCE et de la construction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 novembre 2004.

Le ministre délégué au logement et à la ville,

Marc-Philippe Daubresse

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,

Des finances et de l'industrie,

Nicolas Sarkozy

Le ministre de l'emploi, du travail

et de la cohésion sociale,

Jean-Louis Borloo

Le ministre délégué à l'industrie,

Patrick Devedjian

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP  
MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES  
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

JORF n°0108 du 8 mai 2012

Texte n°4

DECRET

**Décret n° 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs**

NOR : DEVL1131707D

Publics concernés : propriétaires et installateurs d'ascenseurs, entreprises d'entretien, contrôleurs techniques.

Objet : amélioration de l'entretien et du contrôle technique des ascenseurs.

Entrée en vigueur : les dispositions du décret entrent en vigueur le 1er juillet 2012, à l'exception de celles relatives à la mise à disposition des outils spécifiques de maintenance, qui s'appliquent à compter du 1er juillet 2013, et de celles relatives à la mise à jour des contrats d'entretien, dont l'entrée en vigueur doit intervenir au plus tard le 1er janvier 2015.

Notice : la sécurité des ascenseurs est renforcée avec l'adoption de dispositions permettant de fluidifier les règles concurrentielles du marché de l'entretien des ascenseurs et d'améliorer la qualité de cet entretien ainsi que celle des contrôles techniques. Une clause de résiliation est introduite dans les contrats d'entretien, facilitant le changement de prestataire à l'occasion de travaux importants. Les fabricants d'ascenseurs sont tenus de fournir, sur demande, les outils spécifiques d'entretien et de maintenance, outils qui doivent être accompagnés d'une notice d'utilisation et d'une documentation technique suffisamment explicite pour permettre au prestataire de maintenance d'accéder aux différents menus fonctionnels de l'installation et de modifier les paramètres de réglage si nécessaire. De plus, la possibilité est donnée aux personnes effectuant les contrôles techniques de solliciter la présence du technicien de l'entreprise d'entretien, afin qu'il puisse répondre à toute question concernant la technologie mise en œuvre et le fonctionnement des appareils.

Références : le code de la construction et de l'habitation modifié par le présent décret peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Vu la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementation techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, ensemble la notification n° 2011/158/F ;

Vu la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE, notamment son article 24 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code pénal ;

Vu le code du travail, en particulier le chapitre III du titre IV du livre V de la quatrième partie ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1

A l'article R. 125-1 du code de la construction et de l'habitation est ajouté l'alinéa suivant :

« La présente section ne s'applique pas aux appareils dont la vitesse n'excède pas 0,15 m/ s. »

Article 2

L'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 125-2-1.-I. — Le propriétaire passe un contrat d'entretien écrit avec une entreprise dont le personnel chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à la section VI du chapitre III du titre IV du livre V de la quatrième partie du code du travail.

« Le contrat d'entretien comporte les clauses minimales suivantes :

« a) L'exécution des obligations prescrites à l'article R. 125-2, exception faite de son dernier alinéa ;

« b) La durée du contrat, qui ne peut être inférieure à un an, les modalités de sa reconduction ou de sa résiliation. La clause de résiliation indique les manquements graves de l'une ou l'autre des parties donnant lieu à la résiliation de plein droit du contrat. Elle fixe également les conditions permettant de résilier le contrat, moyennant un préavis de trois mois, lorsque des travaux importants, tels que définis au II, sont réalisés par une entreprise différente de celle titulaire du contrat ;

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

- « c) Les conditions de disponibilité et de fourniture des pièces de rechange, et l'indication du délai garanti pour le remplacement des pièces mentionnées au a du 2° de l'article R. 125-2 ;
- « d) Les conditions de constitution du carnet d'entretien et de communication de son contenu au propriétaire ;
- « e) Les garanties apportées par les contrats d'assurances de l'entreprise d'entretien ;
- « f) Les pénalités encourues en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations contractuelles ainsi que les modalités de règlement des litiges ;
- « g) Les conditions et modalités de recours éventuel à des sous-traitants ;
- « h) Les conditions dans lesquelles peuvent être passés des avenants ;
- « i) La formule détaillée de révision des prix ;
- « j) Les modalités d'information et de communication permettant la présence d'un représentant du propriétaire en vue de tout échange d'informations utiles lors des visites régulières du technicien d'entretien ;
- « k) Les modalités de mise à disposition du personnel compétent pour accompagner le contrôleur technique mentionné à l'article R. 125-2-5 pendant la réalisation du contrôle technique obligatoire.
- « La description, établie contradictoirement, de l'état initial de l'installation ainsi que le plan d'entretien sont annexés au contrat.
- « Sur demande du propriétaire, le contrat fixe également les conditions pour que soit établie une description de l'état final de l'installation dans les deux mois précédant l'échéance du contrat ou sa résiliation.
- « Lors de la signature du contrat, le propriétaire remet à l'entreprise chargée de l'entretien la description des caractéristiques de l'ensemble de l'installation, les éléments mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article R. 125-2-1-1, ainsi que la notice des instructions nécessaires à l'exécution des tâches d'entretien. A défaut, l'entreprise élabore cette notice. En fin de contrat, la notice d'instructions est remise au propriétaire ainsi que tous les éléments mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article R. 125-2-1-1 qui ont été fournis au prestataire d'entretien par le propriétaire.
- « II. — Les travaux importants sur les installations d'ascenseurs désignés au b du I comprennent l'un au moins des travaux suivants :
  - « — le remplacement complet de la cabine ;
  - « — la modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine ;
  - « — la modification du nombre ou de la situation des niveaux desservis, ou l'adjonction d'une ou de plusieurs portes palières ;
  - « — le remplacement de l'ensemble des portes palières ;
  - « — le remplacement de l'armoire de commande ;
  - « — pour les ascenseurs électriques à adhérence, le remplacement du groupe de traction ;
  - « — pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin ;
  - « — la modification du système d'entraînement, telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau, l'adjonction de variateur de vitesse ;
  - « — l'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence.
- « III. — Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du contrat d'entretien font l'objet de comptes rendus dans un carnet d'entretien tenu à jour, établi sous forme d'un registre physique ou électronique suivant le choix du propriétaire. En outre, l'entreprise remet au propriétaire un rapport annuel d'activité auquel est annexé le contenu du carnet d'entretien lorsque celui-ci est établi sous forme électronique.
- « IV. — Les modalités d'application de l'article R. 125-2 et du présent article sont précisées par arrêté du ministre chargé de la construction. »

### Article 3

Après l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation est ajouté un article R. 125-2-1-1 ainsi rédigé :

- « Art. R. 125-2-1-1.-I. — 1° Toutes les parties de l'installation doivent être accessibles au prestataire d'entretien pour l'exécution de sa mission. En conséquence, le ou les éventuels codes d'accès à tout ou partie de l'installation ou toute autre forme de déverrouillage, nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service doivent être fournis intégralement sans frais et sans restriction de durée d'usage par le fabricant ou l'installateur qui les a introduits sur l'installation au propriétaire de l'ascenseur qui pourra les remettre à l'entreprise d'entretien de son choix.
- « Notamment les dispositifs de téléalarme doivent être accessibles pour la réalisation des tests cycliques et pour la modification du numéro de réception des appels ;



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

« 2° La documentation technique, les dispositions de remise en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou partie de l'installation doivent être fournis, sans restriction de durée d'usage, par le fabricant ou l'installateur au propriétaire de l'installation à sa demande, dans des conditions de prix et de délais raisonnables. Le propriétaire remet ces éléments à la disposition de l'entreprise d'entretien de son choix ;

« 3° Les dispositions de remise en service, les notices d'utilisation des outils, la documentation technique doivent être suffisamment explicites pour permettre au prestataire d'entretien de modifier les paramètres de fonctionnement pour les besoins de l'entretien, du dépannage et de la remise en service sans diminuer le niveau de sécurité prévalant avant son intervention.

« Elles devront également contenir toutes les informations nécessaires pour permettre au prestataire d'entretien d'assurer la formation appropriée de son personnel ;

« 4° Les pièces de rechange doivent être fournies par le fabricant à la demande de tout prestataire d'entretien, que ce dernier soit lié statutairement ou non au fabricant, dans des conditions de coûts et de délais compatibles avec les moyennes pratiquées.

« II. — Les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de la concurrence. »

### Article 4

I. — A l'article R. 125-2-5 du code de la construction et de l'habitation, il est inséré au début du II un alinéa ainsi rédigé :

« En vue de la bonne et entière exécution du contrôle technique, le contrat conclu entre la personne chargée du contrôle et le propriétaire définit les conditions dans lesquelles l'entreprise chargée de l'entretien accompagne le contrôleur lors de la réalisation de son contrôle. »

II. — A ce même article, il est ajouté à la fin du III un alinéa ainsi rédigé :

« Il s'assure également de l'intervention de l'entreprise chargée de l'entretien pendant le contrôle, comme prévu au contrat d'entretien et conformément aux dispositions du II. »

III. — A l'article R. 125-2-6, le troisième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un arrêté du ministre chargé de la construction précise les modalités de réalisation du contrôle technique et du rapport correspondant. »

### Article 5

I. — L'intitulé de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre V du titre II du livre Ier du code de la construction et de l'habitation est remplacé par l'intitulé suivant :

« Droits des occupants d'immeubles équipés d'ascenseurs ». »

II. — A l'article R. 125-2-8, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il peut également lui être demandé d'ordonner, éventuellement sous astreinte, le respect des obligations prévues par les articles R. 125-2 à R. 125-2-7 ». »

### Article 6

A l'article R. 152-1 du code de la construction et de l'habitation est ajouté un IV ainsi rédigé :

« IV. — Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait, pour un fabricant ou un installateur, de ne pas rendre accessibles toutes les parties de l'installation au prestataire d'entretien conformément au 1° du I de l'article R. 125-2-1-1, ou de ne pas respecter les obligations prévues au 2° du I du même article. »

### Article 7

Les dispositions des articles 2 à 6 du présent décret entrent en vigueur le 1er juillet 2012.

Les contrats d'entretien d'ascenseurs en cours le 1er juillet 2012 doivent être rendus conformes aux dispositions du I de l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation avant le 1er janvier 2015 au plus tard.

Pour les ascenseurs installés avant le 27 août 2000, les dispositions prévues aux 2° et 3° du I de l'article R. 125-2-1-1 du code de la construction et de l'habitation entrent en vigueur le 1er juillet 2013.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

### Article 8

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre du travail, de l'emploi et de la santé et le ministre auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 7 mai 2012.

François Fillon

Par le Premier ministre, ministre de l'écologie,

du développement durable, des transports et du logement :

Le garde des sceaux,  
ministre de la justice et des libertés,

Michel Mercier

Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,

François Baroin

Le ministre du travail,  
de l'emploi et de la santé,

Xavier Bertrand

Le ministre auprès du ministre de l'écologie,

du développement durable,  
des transports et du logement,

chargé du logement,

Benoist Apparu

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

**Arrêté du 11 mars 1977 concernant les conditions d'entretien normalisées des ascenseurs et monte-charge.**

**Version consolidée au 5 juillet 2017**

Le ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'Economie et des Finances et le ministre du Développement industriel et scientifique,

Vu l'arrêté du 15 juillet 1946 maintenant en vigueur la décision n° 57 du C.O.C.E.,

### **Article 1**

Les entreprises d'entretien des ascenseurs et monte-charge sont tenues de ne soumettre au choix de la clientèle que l'un des types d'abonnement ci-après définis :

#### **A - ENTRETIEN NORMAL.**

L'entretien normal est destiné à maintenir les ascenseurs et monte-charge dans de bonnes conditions de sécurité et de fonctionnement.

L'entretien normal comprend exclusivement les prestations suivantes :

1° Les visites périodiques, nettoyage et graissage des organes mécaniques : l'entreprise chargée de l'entretien doit adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de l'appareil. En aucun cas, cependant, l'entreprise ne peut effectuer moins d'une visite par mois. Un nettoyage de la cuvette, du dessus de la cabine et de la machinerie est exécuté par l'entreprise une fois par an.

2° La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires.

3° Le dépannage : l'entreprise s'engage, sur demande du propriétaire ou de son représentant, à intervenir pendant les jours et heures normaux de travail de l'entreprise en cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux de l'appareil.

4° L'examen semestriel des câbles et la vérification annuelle de l'état de fonctionnement des parachutes.

5° La tenue, dans l'entreprise d'entretien, de dossiers permettant d'y retrouver la date et la nature des changements qui auraient été apportés à l'appareil, les dates et le résultat des dernières visites, l'indication des accidents qui se seraient produits et, généralement, de tous les faits importants concernant l'appareil. Le propriétaire ou son représentant pourra, à sa demande, prendre connaissance des dossiers tenus par l'entreprise.

6° La réparation des pièces énumérées ci-dessous usées par le fonctionnement normal de l'appareil ou leur remplacement si elles ne peuvent être réparées. Ces travaux sont effectués à l'initiative de l'entreprise et concernent les organes suivants :

Cabine : boutons d'envoi, paumelles de porte, contacts de porte, ferme-porte automatiques, coulisseaux de cabine, dispositif de sécurité de seuil et cellule photo-électrique.

Paliers : ferme-porte mécaniques, électriques ou pneumatiques, serrures électromécaniques, contacts de porte et boutons d'appel.

Balais du moteur et fusibles.

#### **B - ENTRETIEN COMPLET.**

I - L'entretien complet comprend :

a) Les prestations comprises dans l'entretien normal ;

b) La réparation des pièces usées par le fonctionnement normal de l'appareil ou leur remplacement si elles ne peuvent pas être réparées (câbles, par exemple).

Les travaux sont effectués à l'initiative de l'entreprise et concernent, en particulier, les organes suivants :

1° Gaine : câbles de traction, de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages ; impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course ; câbles souples pendants, poulies de renvoi ; parachute de sécurité ;

2° Machinerie : moteur (roulements, paliers, bobinages, rotor et stator), treuil (arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements, coussinets), frein (mâchoires, bobines, garnitures), contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles), transformateurs, organes de sélecteurs, contrôleur d'étages et régulateur de vitesse.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

II - L'entretien complet ne comprend pas :

- a) L'entretien des installations de bâtiment en général, même si elles ont été exécutées spécialement pour l'établissement de l'ascenseur ou monte-charge, telles que : branchements de force, de lumière et de mise à la terre, compteurs, combinés ou disjoncteurs, éclairage des abords, sonnerie d'appel, dispositifs antiparasites, entourages et protections, maçonnerie, peinture, même consécutive à des travaux de réparation ;
- b) L'entretien des portes, de la cabine et de son ameublement ;
- c) Les réparations ou remplacements des pièces ou organes détériorés par malveillance ou usage anormal.
- d) Pour les pièces ou organes non visés aux rubriques I-1 et I-2 ci-dessus, les réparations ou remplacements rendus nécessaires par la vétusté indépendamment de l'usage qui en est fait (vieillesse des canalisations électriques fixes, notamment) ;
- e) Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

### C - TRAVAUX NON COMPRIS DANS L'ENTRETIEN NORMAL ET DANS L'ENTRETIEN COMPLET.

Les travaux non compris dans l'entretien normal et dans l'entretien complet (à l'exclusion du paragraphe II-a) de ce dernier sont notifiés au propriétaire ou à son représentant par l'entreprise chargée de l'entretien et exécutés par elle, après accord du propriétaire ou de son représentant.

Le coût de ces travaux fait l'objet d'une facturation séparée.

### Article 2

Les nouvelles conditions normalisées sont applicables dans un délai de trois mois à dater de la publication du présent arrêté. Elles se substituent dans les contrats en cours aux conditions définies par l'arrêté du 23 octobre 1972 qui est abrogé.

### Article 3

Le directeur de la construction et le directeur des industries métallurgiques, mécaniques et électriques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances,

MICHEL DURAFOUR.

Le ministre de l'industrie et de la recherche,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

JACQUES DARMON.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,

NICOLAS THEIS

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

**Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage**

NOR : SOCT0410464A

Le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Vu la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, et notamment la notification n° 2003/0262/F ;

Vu le code du travail, et notamment ses articles L. 620-6, R. 233-11, R. 233-11-1, R. 233-11-2 ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et aux modalités d'agrément des organismes pour la vérification de l'état de conformité des équipements de travail ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels, commission spécialisée n° 3 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'hygiène et de sécurité du travail en agriculture,

Arrêtent :

### **Section 1.**

#### **Article 1.**

Le présent arrêté détermine les équipements de travail utilisés pour le levage de charges, l'élévation de postes de travail ou le transport en élévation de personnes auxquels s'appliquent les vérifications générales périodiques, les vérifications lors de la mise en service et les vérifications lors de la remise en service après toute opération de démontage et remontage ou modification susceptible de mettre en cause leur sécurité, prévues par les articles R. 233-11, R. 233-11-1 et R. 233-11-2 du code du travail, à la charge du chef d'établissement dans lequel ces équipements de travail sont mis en service ou utilisés.

Cet arrêté définit, pour chacune de ces vérifications, leur contenu, les conditions de leur exécution et, le cas échéant, leur périodicité.

#### **Article 2.**

Les équipements de travail dont la liste suit doivent subir les vérifications définies à l'article 1er :

a) Les appareils de levage définis ci-après et leurs supports : machines, y compris celles mues par la force humaine employée directement, et leurs équipements, conduits par un ou des opérateurs qui agissent sur les mouvements au moyen d'organes de service dont ils conservent le contrôle, dont au moins une des fonctions est de déplacer une charge constituée par des marchandises ou matériels et, le cas échéant, par une ou des personnes, avec changement de niveau significatif de cette charge pendant son déplacement, la charge n'étant pas liée de façon permanente à l'appareil. N'est pas considéré comme significatif un changement de niveau correspondant à ce qui est juste nécessaire pour déplacer la charge en la décollant du sol et n'est pas susceptible d'engendrer de risques en cas de défaillance du support de charge.

Dans cet arrêté, le terme appareils de levage désigne également les installations de levage répondant à la définition donnée précédemment et précisée par l'annexe au présent arrêté ;

b) Les accessoires de levage répondant à la définition suivante : équipements non incorporés à une machine, à un tracteur ou à un autre matériel et placés entre la machine, le tracteur ou tout autre matériel et la charge, tels qu'élingue, palonnier, pince auto-serrante, aimant, ventouse, clé de levage.

#### **Article 3.**

a) Le chef d'établissement doit mettre les appareils et accessoires de levage, concernés et clairement identifiés, à la disposition des personnes qualifiées chargées des vérifications pendant le temps nécessaire, compte tenu de la durée prévisible des examens, épreuves et essais à réaliser.

b) Le chef d'établissement doit tenir à la disposition des personnes qualifiées chargées des examens, essais et épreuves à réaliser les documents nécessaires, tels que la notice d'instructions du fabricant, la déclaration ou le certificat de conformité, les rapports des vérifications précédentes et le carnet de maintenance de l'appareil.

c) Pendant la vérification, le chef d'établissement doit assurer la présence du personnel nécessaire à la conduite de l'appareil ainsi qu'à la direction des manœuvres et aux réglages éventuels. Il doit également mettre à la disposition des personnes qualifiées chargées des vérifications les moyens permettant d'accéder en sécurité aux différentes parties de l'appareil ou de l'installation et, le cas échéant, des supports à examiner.

d) Afin de permettre la réalisation de l'examen d'adéquation définie à l'article 5-I, le chef d'établissement doit mettre, par écrit, à la disposition de la personne qualifiée chargée de l'examen les informations nécessaires relatives aux travaux qu'il est prévu d'effectuer avec l'appareil et l'accessoire de levage.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

e) Afin de permettre la réalisation de l'examen de montage et d'installation définie à l'article 5-II, le chef d'établissement doit communiquer à la personne qualifiée chargée de l'examen les informations nécessaires, notamment les données relatives au sol, à la nature des supports, aux réactions d'appui au sol et, le cas échéant, à la vitesse maximale du vent à prendre en compte sur le site d'utilisation.

f) Lorsque la vérification comporte des épreuves ou essais, le chef d'établissement doit mettre à la disposition des personnes qualifiées chargées des épreuves et essais, durant le temps nécessaire à leur bon déroulement, les charges suffisantes, les moyens utiles à la manutention de ces charges.

Le lieu permettant d'effectuer les épreuves et essais doit être sécurisé.

g) Les conditions d'exécution, définies au présent arrêté, doivent être réunies préalablement à la réalisation complète des examens, épreuves ou essais.

h) Un rapport provisoire est remis à l'issue de la vérification. Les rapports établis par les personnes qualifiées chargées des vérifications sont communiqués au chef d'établissement dans les quatre semaines suivant la réalisation des examens, épreuves ou essais concernés.

i) Les résultats des vérifications sont portés, sans délai, par le chef d'établissement sur le registre de sécurité prévu par l'article L. 620-6 du code du travail.

### Section 2.

#### Article 4.

Les vérifications prévues à l'article 1er du présent arrêté comportent, en tant que de besoin, les examens, essais et épreuves définis par la présente section.

#### Article 5.

I. - On entend par « examen d'adéquation d'un appareil de levage » l'examen qui consiste à vérifier qu'il est approprié aux travaux que l'utilisateur prévoit d'effectuer ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'appareil définies par le fabricant.

II. - On entend par « examen de montage et d'installation d'un appareil de levage » l'examen qui consiste à s'assurer qu'il est monté et installé de façon sûre, conformément à la notice d'instructions du fabricant.

#### Article 6.

On entend par « essai de fonctionnement d'un appareil de levage » l'essai qui consiste :

a) A faire mouvoir dans les positions les plus défavorables, par l'appareil de levage éventuellement muni de ses accessoires, la charge d'essai susceptible de solliciter les organes mécaniques aux valeurs maximales de la capacité prévue par le fabricant ;

b) A s'assurer de l'efficacité de fonctionnement :

- des freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes leurs positions, la charge ou l'appareil ;

- des dispositifs contrôlant la descente des charges ;

- des dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anticollision, dispositifs parachutes ;

c) A déclencher, lorsqu'ils existent, les limiteurs de charge et de moment de renversement, de façon à s'assurer de leur bon fonctionnement aux valeurs définies dans la notice d'instructions du fabricant ou, à défaut, au-delà de la charge maximale d'utilisation et à moins de 1,1 fois la charge ou le moment maximal.

#### Article 7.

On entend par « examen d'adéquation d'un accessoire de levage » l'examen qui consiste à vérifier :

- qu'il est approprié aux différents appareils de levage sur lesquels l'utilisateur prévoit de l'utiliser et aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés ;

- que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'accessoire définies par la notice d'instructions du fabricant.

#### Article 8.

On entend par « épreuve statique d'un accessoire de levage » l'épreuve qui consiste à faire supporter à l'accessoire, la charge maximale d'utilisation, multipliée par le coefficient d'épreuve statique, sans la faire mouvoir, pendant une durée déterminée.

Les conditions de l'épreuve statique, la durée de l'épreuve et le coefficient d'épreuve sont ceux définis par la notice d'instructions du fabricant ou

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

ceux définis par la réglementation appliquée lors de la conception de l'accessoire.  
A défaut, le coefficient d'épreuve est égal à 1,5 et la durée de l'épreuve est d'un quart d'heure.

### Article 9.

On entend par « examen de l'état de conservation d'un appareil de levage » l'examen qui a pour objet de vérifier le bon état de conservation de l'appareil de levage et de ses supports, et de déceler toute détérioration susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses intéressant notamment les éléments essentiels suivants :

- a) Dispositifs de calage, amarrage et freinage, destinés à immobiliser dans la position de repos les appareils de levage mobiles ;
- b) Freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes leurs positions, la charge ou l'appareil ;
- c) Dispositifs contrôlant la descente des charges ;
- d) Poulies de mouflage, poulies à empreintes ;
- e) Limiteurs de charge et de moment de renversement ;
- f) Dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anticollision, dispositifs parachutes ;
- g) Crochets et appareils de préhension mécanique, électromagnétique ou pneumatique ;
- h) Câbles et chaînes de charge.

Cet examen comprend un examen visuel détaillé, complété en tant que de besoin d'essais de fonctionnement.

### Article 10.

On entend par « épreuve statique » d'un appareil de levage l'épreuve qui consiste à faire supporter à l'appareil de levage, muni de tous ses accessoires, et à ses supports, la charge maximale d'utilisation, multipliée par le coefficient d'épreuve statique, sans la faire mouvoir pendant une durée déterminée.

Les conditions de l'épreuve statique, la durée de l'épreuve et le coefficient d'épreuve sont ceux définis par la notice d'instructions du fabricant, ou ceux définis par la réglementation appliquée lors de la conception de l'appareil.

A défaut, le coefficient est égal à 1,5 pour les appareils de levage mus par la force humaine employée directement et à 1,25 pour les autres appareils de levage ; dans les deux cas la durée de l'épreuve est d'une heure.

Durant le déroulement de l'épreuve, les flèches et déformations prises ou subies par les différentes parties de l'appareil de levage ou de ses supports doivent être mesurées en tant que de besoin.

En fin d'épreuve statique, l'appareil de levage et ses supports doivent être examinés afin de s'assurer qu'aucune déformation permanente ni défectuosité ne sont apparues.

### Article 11.

On entend par « épreuve dynamique » d'un appareil de levage l'épreuve qui consiste à faire mouvoir, par l'appareil de levage, la charge maximale d'utilisation multipliée par le coefficient d'épreuve dynamique de façon à amener cette charge dans toutes les positions qu'elle peut occuper, sans qu'il soit tenu compte ni de la vitesse obtenue, ni de l'échauffement de l'appareil.

Les flèches et déformations dues à l'épreuve seront mesurées en tant que de besoin.

Les conditions de l'épreuve dynamique et le coefficient d'épreuve sont ceux définis par la notice d'instructions du fabricant, ou ceux définis par la réglementation appliquée lors de la conception de l'appareil. A défaut, le coefficient d'épreuve dynamique est égal à 1,1.

### Section 3.

### Article 12.

La présente section précise les examens, épreuves et essais à effectuer au titre de la vérification lors de la mise en service dans l'établissement des appareils de levage et des accessoires de levage visés aux a et b de l'article 2.

Les appareils de levage soumis à la présente section, susceptibles d'être utilisés dans diverses configurations, notamment par adjonction d'un équipement interchangeable pouvant modifier la stabilité ou la capacité de l'appareil, ou après l'aménagement d'un appareil destiné au levage de charges en un appareil de levage spécialement conçu pour déplacer en élévation un poste de travail, doivent faire l'objet d'une vérification lors de la première mise en service dans chacune de ces configurations.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

### Article 13.

Les appareils de levage neufs et, le cas échéant, leurs supports dont l'aptitude à l'emploi a été vérifiée dans leurs configurations d'utilisation doivent faire l'objet de l'examen d'adéquation prévu à l'article 5-I et des essais de déclenchement des dispositifs de sécurité prévus notamment à l'article 6 (c) du présent arrêté.

### Article 14.

I. - Les appareils de levage neufs et, le cas échéant, leurs supports dont l'aptitude à l'emploi n'a pas été vérifiée dans leurs configurations d'utilisation doivent faire l'objet :

- a) De l'examen d'adéquation prévu à l'article 5-I ;
- b) Pour les appareils installés à demeure, de l'examen de montage et d'installation prévu à l'article 5-II ;
- c) De l'épreuve statique prévue par l'article 10 ;
- d) De l'épreuve dynamique prévue par l'article 11. Cette épreuve n'est pas exigée pour les appareils de levage mus par la force humaine employée directement sauf s'ils sont conçus pour lever des personnes.

L'appareil de levage et ses supports doivent subir sans défaillance les deux épreuves précisées aux c et d ci-dessus.

II. - Son fonctionnement, ainsi que l'efficacité des dispositifs qu'ils comportent, notamment des freins et limiteurs de course, doivent se montrer entièrement satisfaisants. Il doit en être de même en ce qui concerne les limiteurs de charge et de moment de renversement dont la valeur de déclenchement doit être vérifiée à l'issue des épreuves.

### Article 15.

I. - Les appareils de levage d'occasion et, le cas échéant, leurs supports sont soumis aux dispositions de l'article 14 du présent arrêté.

II. - Toutefois, en cas de location, les appareils de levage d'occasion ne nécessitant pas l'installation de support particulier sont soumis uniquement à l'examen d'adéquation et, le cas échéant, à l'examen de montage et d'installation respectivement prévus par l'article 5 (I et II) ainsi qu'aux essais de fonctionnement prévus à l'article 6 (b) du présent arrêté, à condition d'avoir fait l'objet, régulièrement depuis la date de la première opération de location effectuée par le loueur en cause, des vérifications périodiques définies à l'article 22 dans les délais qu'il prévoit.

Le chef de l'établissement utilisateur de l'appareil loué doit s'assurer auprès du loueur que les vérifications avant mise en service et les vérifications générales périodiques ont bien été effectuées.

A cet effet, il doit être placé sur l'appareil, ou à défaut à proximité, avec la notice d'instructions, les copies des rapports de vérification de première mise en service et de la dernière vérification périodique ainsi que l'historique des vérifications périodiques effectuées.

### Article 16.

Les accessoires de levage neufs dont le responsable de la mise sur le marché s'est assuré de l'aptitude à l'emploi doivent faire l'objet de l'examen d'adéquation prévu à l'article 7.

### Article 17.

Les accessoires de levage neufs dont l'aptitude à l'emploi n'a pas été vérifiée et les accessoires de levage d'occasion doivent faire l'objet de l'examen d'adéquation prévu à l'article 7 et de l'épreuve statique prévue à l'article 8.

### Section 4.

### Article 18.

En application de l'article R. 233-11-2 du code du travail, la vérification lors de la remise en service d'un accessoire de levage au sein de l'entreprise comprend :

- a) L'examen d'adéquation prévu à l'article 7 ;
- b) L'examen de l'état de conservation tel que prévu à l'article 24 ci-après ;
- c) L'épreuve statique prévue à l'article 8.

### Article 19.

I. - En application de l'article R. 233-11-2 du code du travail, la vérification lors de la remise en service des appareils de levage visés au a de l'article 2 comprend :



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

- a) L'examen d'adéquation prévu à l'article 5-I ;
- b) Le cas échéant, l'examen de montage et d'installation prévu à l'article 5-II ;
- c) L'examen de l'état de conservation prévu à l'article 9 ;
- d) L'épreuve statique prévue à l'article 10 ;
- e) L'épreuve dynamique prévue à l'article 11.

L'appareil et ses supports doivent subir les deux épreuves précisées aux d et e ci-dessus sans défaillance.

II. - Son fonctionnement, ainsi que l'efficacité des dispositifs qu'il comporte, notamment des freins et limiteurs de course, doivent se montrer entièrement satisfaisants. Il doit en être de même en ce qui concerne les limiteurs de charge et de moment de renversement dont la valeur de déclenchement doit être vérifiée à l'issue des épreuves.

### Article 20.

I. - La vérification lors de la remise en service des appareils de levage, prévue à l'article 19, doit être effectuée dans les cas suivants :

- a) En cas de changement de site d'utilisation ;
- b) En cas de changement de configuration ou des conditions d'utilisation, sur un même site ;
- c) A la suite d'un démontage suivi d'un remontage de l'appareil de levage ;
- d) Après tout remplacement, réparation ou transformation importante intéressant les organes essentiels de l'appareil de levage ;
- e) A la suite de tout accident provoqué par la défaillance d'un organe essentiel de l'appareil de levage.

II. - En cas de changement de site d'utilisation, les appareils de levage ne nécessitant pas l'installation de support particulier sont dispensés de la vérification de remise en service définie à l'article 19 du présent arrêté, sous réserve qu'ils aient fait l'objet, dans la même configuration d'emploi :

- de la vérification de mise en service définie, selon les cas, aux articles 13, 14 et 15 du présent arrêté,
- et, depuis moins de 6 mois, d'une vérification générale périodique telle que définie à l'article 22 du présent arrêté.

Sont visés par ces dispositions les appareils suivants :

- grues auxiliaires de chargement sur véhicules ;
- grues à tour à montage rapide ou automatisé, sur stabilisateurs ;
- bras ou portiques de levage pour bennes amovibles ;
- hayons élévateurs ;
- monte-meubles ;
- monte-matériaux de chantier ;
- engins de terrassement équipés pour le levage ;
- grues mobiles automotrices ou sur véhicule porteur, ne nécessitant pas de montage ou de démontage de parties importantes ;
- chariots élévateurs ;
- tracteurs poseurs de canalisations ;
- plates-formes élévatrices mobiles de personnes.

III. - En cas de changement de site d'utilisation, les appareils de levage, non conçus spécialement pour lever des personnes, mus par la force humaine employée directement, doivent subir uniquement l'examen d'adéquation et l'examen de montage et d'installation prévus à l'article 5 (I et II) sous réserve qu'ils aient fait l'objet depuis moins de 6 mois, dans la même configuration, d'une vérification générale périodique telle que définie à l'article 22 du présent décret.

IV. - En cas de déplacement, sans démontage, le long d'un ouvrage, de plates-formes suspendues, motorisées ou non, ne possédant pas de voie de roulement ou de dispositif d'ancrage, ces appareils sont dispensés des épreuves statique et dynamique prévues au d et e de l'article 19 du présent arrêté, sous réserve qu'ils aient fait l'objet, dans la même configuration d'emploi, d'une première vérification de remise en service sur le site en question, et que leurs conditions d'appui aient été vérifiées.

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

V. - En cas de changement de configuration d'un ascenseur de chantier ou d'une plate-forme de travail se déplaçant le long d'un mât, installés sur un site donné, concernant notamment la modification de la course ou du nombre de niveaux desservis, ces appareils doivent uniquement faire l'objet de l'examen d'adéquation et de l'examen de montage et d'installation prévus à l'article 5 (I et II) et les essais prévus à l'article 19-II.

VI. - En cas de déplacement le long d'un ouvrage d'une plate-forme de travail se déplaçant le long de mâts et nécessitant la mise en oeuvre d'ancrage pour assurer la stabilité du mât, l'appareil peut être dispensé, à l'occasion de chaque déplacement, des épreuves statique et dynamique prévues au d et e de l'article 19 du présent arrêté, sous réserve qu'il ait fait l'objet de ces épreuves lors de la première mise en service sur le site, complétées d'essais significatifs permettant d'apprécier la résistance des ancrages à mettre en oeuvre sur l'ouvrage.

VII. - La réutilisation d'un appareil de levage spécialement conçu ou assemblé pour effectuer une seule opération de levage est considéré comme une première mise en service soumise à l'article 26 du présent arrêté.

### Article 21.

Le remplacement de chaînes, câbles ou cordages intégrés dans un appareil de levage par des chaînes, câbles ou cordages neufs n'est pas considéré comme un démontage suivi d'un remontage justifiant d'une vérification lors de la remise en service à condition :

- a) Que ce remplacement soit effectué avec des matériels de mêmes caractéristiques que les chaînes, câbles ou cordages d'origine ;
- b) Que cette intervention soit mentionnée sur le carnet de maintenance prévu par l'article R. 233-12 du code du travail ;
- c) Que cette mention soit complétée par l'indication précise du lieu où est conservée et peut être consultée l'attestation exigée par le deuxième alinéa du paragraphe 8.3.2 de l'annexe I prévue par l'article R. 233-84 du code du travail. Cette attestation peut être consultée dans les mêmes conditions que le registre de sécurité prévu par l'article L. 620-6 du code du travail.

### Section 5.

#### Article 22.

I. - Les appareils de levage visés au a de l'article 2 du présent arrêté, utilisés dans un établissement visé à l'article L. 233-1 du code du travail, doivent, conformément à l'article R. 233-11 dudit code, faire l'objet d'une vérification générale effectuée selon la périodicité définie à l'article 23 ci-après.

II. - Cette vérification comporte l'examen de l'état de conservation prévu à l'article 9 et les essais prévus aux b et c de l'article 6.

#### Article 23.

La vérification générale périodique des appareils de levage soumis à l'article 22 doit avoir lieu tous les douze mois.

Toutefois, cette périodicité est de :

- a) Six mois pour les appareils de levage ci-après :
  - appareils de levage listés aux II et III de l'article 20 ;
  - appareils de levage, mus par une énergie autre que la force humaine employée directement, utilisés pour le transport des personnes ou pour déplacer en élévation un poste de travail ;
- b) Trois mois pour les appareils de levage, mus par la force humaine employée directement, utilisés pour déplacer en élévation un poste de travail.

#### Article 24.

Les accessoires de levage visés au b de l'article 2 du présent arrêté, utilisés dans un établissement visé à l'article L. 231-1 du code du travail, doivent, conformément à l'article R. 233-11 dudit code, être soumis tous les douze mois à une vérification périodique comportant un examen ayant pour objet de vérifier le bon état de conservation de l'accessoire de levage et notamment de détecter toute détérioration, telle que déformation, hernie, étranglement, toron cassé, nombre de fils cassés supérieur à celui admissible, linguet détérioré, ou autre limite d'emploi précisée par la notice d'instructions du fabricant, susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses.

### Section 6.

#### Article 25.

I. - Lorsqu'il est techniquement impossible de réaliser, notamment du fait de l'importance de la charge, l'essai de fonctionnement défini à l'article 6 ou les épreuves statiques et dynamiques définies aux articles 10 et 11, ceux-ci doivent être remplacés par une vérification de nature expérimentale permettant de s'assurer que l'appareil de levage peut être utilisé en sécurité.

Celle-ci doit comprendre :

- une vérification de l'aptitude à l'emploi des mécanismes et suspensions utilisés ;

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

- la mesure des déformations subies par l'appareil au cours d'un chargement progressif permettant de déduire, par rapprochement avec les résultats de calculs, la valeur des contraintes qui seraient subies par l'appareil sous la charge totale d'épreuve et d'en tirer les conclusions quant à la sécurité de l'appareil.

II. - Dans ce cas, la vérification de nature expérimentale doit obligatoirement être effectuée par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 22 décembre 2000 susvisé. Cet organisme doit, en outre, disposer des compétences et moyens techniques nécessaires pour effectuer cette vérification dans les conditions particulières qui résultent du présent article.

### Article 26.

I. - Lorsqu'un appareil de levage est spécialement conçu ou assemblé pour effectuer une seule opération de levage, la vérification lors de la mise en service comprend :

- l'examen d'adéquation prévu par l'article 5-I ;
- l'examen de montage et d'installation prévu par l'article 5-II ;
- l'épreuve statique des mécanismes et suspensions utilisés ;
- la mise en œuvre de mesures appropriées permettant de s'assurer pendant l'opération progressive de mise en charge, en temps réel, du bien-fondé des hypothèses faites lors de la conception de l'appareil en ce qui concerne la résistance et la stabilité.

II. - Dans ce cas, la vérification doit obligatoirement être effectuée par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 22 décembre 2000 susvisé. Cet organisme doit, en outre, disposer des compétences et moyens techniques nécessaires pour effectuer cette vérification dans les conditions particulières qui résultent du présent article.

### Article 27.

Les dispositions du présent arrêté qui abroge et remplace l'arrêté du 9 juin 1993 fixant les conditions de vérification des équipements de travail utilisés pour le levage de charges, l'élévation de postes de travail ou le transport en élévation de personnes entrent en vigueur un an après sa date de publication au Journal officiel de la République française.

### Article 28.

Le directeur des relations du travail au ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité et le directeur général de la forêt et des affaires rurales au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

### Article Annexe

#### A N N E X E

Sont notamment visés par la définition des appareils de levage figurant au a de l'article 2 du présent arrêté les équipements de travail suivants :

- treuils, palans, vérins et leurs supports ;
- tire-fort de levage, pull-lifts, crics de levage ;
- monorails, portiques, poutres et ponts roulants ; poutres de lancement, blondins, mâts de levage, installations de levage ;
- grues potences, grues sapines, grues derricks, grues à tour équipées le cas échéant de dispositifs de contrôle d'interférence ;
- grues mobiles automotrices ou sur véhicule porteur, grues auxiliaires de chargement de véhicules ;
- grues portuaires, grues sur support flottant ;
- débardeuses pour les travaux forestiers ;
- bras ou portiques de levage pour bennes amovibles ;
- tracteurs poseurs de canalisations (pipe layers) ;
- engins de terrassement équipés pour la manutention d'objets ;
- tables élévatrices, hayons élévateurs ;
- monte-matériaux, monte-meubles, skips ;

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP MAINTENANCE DE 7 ASCENSEURS ET 3 MONTE-CHARGES CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU FINISTERE

- plans inclinés ;
- ponts élévateurs de véhicule ;
- chariots automoteurs élévateurs à conducteur porté ou non, gerbeurs ;
- transstockeurs avec conducteur embarqué ;
- élévateurs de postes de travail tels qu'échafaudages volants motorisés ou non, plates-formes s'élevant le long de mâts verticaux, plates-formes élévatrices mobiles de personnes automotrices ou non ou installés sur véhicules porteurs, appareils de manutention à poste de conduite éleable ;
- appareils assurant le transport en élévation des personnes tels qu'ascenseurs de chantier, plans inclinés accessibles aux personnes ;
- manipulateurs mus mécaniquement ;
- appareils en fonctionnement semi-automatique ;
- chargeurs frontaux conçus pour être assemblés sur les tracteurs agricoles et équipés pour le levage ;
- équipements interchangeables installés sur les tabliers de chariots élévateurs à flèche télescopique ou non.

Ne sont pas concernés par le présent arrêté :

- les appareils de levage intégrés dans des machines ou des lignes de fabrication automatisées et évoluant dans une zone inaccessible aux personnes en phase de production ;
- les ascenseurs et monte-charge installés à demeure ;
- les appareils à usage médical ;
- les aéronefs ;
- les engins spécifiques pour fêtes foraines et parcs d'attraction ;
- les mâts supportant la conduite de refoulement des pompes à béton ;
- les convoyeurs et transporteurs ;
- les basculeurs associés à une autre machine ;
- les basculeurs non associés à une autre machine lorsque le changement de niveau de la charge n'est pas significatif ;
- les transpalettes levant la charge juste de la hauteur nécessaire pour la déplacer en la décollant du sol ;
- les engins à benne basculante, sauf lorsqu'ils sont installés sur un mécanisme élévateur ;
- les équilibreurs dont la charge est fixée de manière permanente à l'appareil ;
- les camions à plateau inclinable pour le transport de véhicules.

Fait à Paris, le 1er mars 2004.

Le ministre des affaires sociales,  
du travail et de la solidarité,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des relations du travail,  
J.-D. Combrexelle

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,  
de la pêche et des affaires rurales,  
Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :  
Le sous-directeur du travail et de l'emploi,  
P. Dedinger